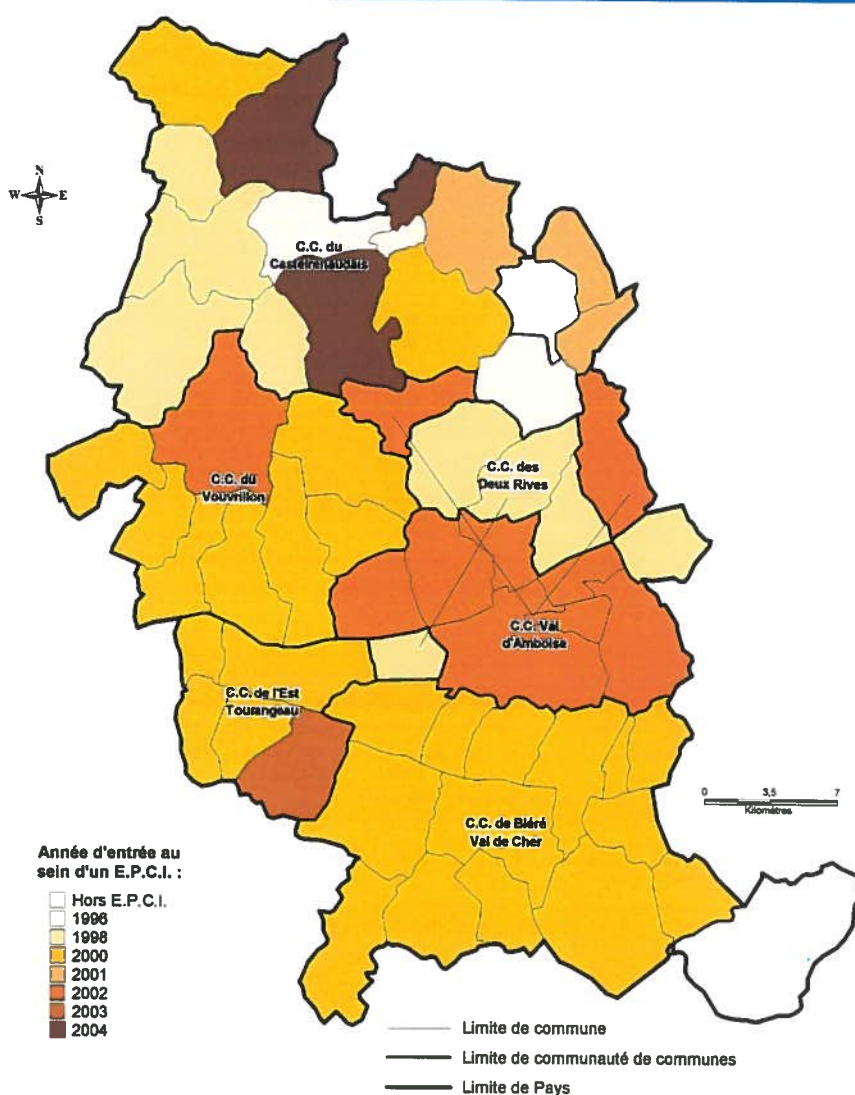


**EVALUATION DU CONTRAT DE PAYS DU PAYS LOIRE TOURAINE
2000-2004 : QUELS ENJEUX POUR LA PROCHAINE
CONTRACTUALISATION AVEC LA REGION CENTRE ?**



Chani STROOBANT
Magistère III

Tuteur : M. J.P. CARRIERE
Maître de stage : M. J. VOGOYEAU

1. INTRODUCTION

Les indicateurs proposés par la Région sont une base de départ pour l'évaluation du Contrat. Cette réflexion s'inscrit dans une dynamique plus vaste, celle de la réactualisation de la Charte de développement, réactualisation qui a actuellement cours.

Ce rapport complémentaire propose quelques réflexions critiques et une grille de lecture des résultats de l'évaluation plus large qui a été effectuée en interne.

Ile ne prétend pas donner toutes les interprétations possibles de ces résultats, mais plutôt un simplifier la lecture pour l'élaboration du prochain Contrat.

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| 1. INTRODUCTION..... | 1 |
| 2. La méthodologie de l'évaluation..... | 3 |
| 2.1. L'évaluation au travers des 25 indicateurs régionaux..... | 3 |
| 2.2. L'évaluation quantitative complémentaire en interne..... | 3 |
| 2.3. L'évaluation qualitative auprès des élus et des acteurs..... | 4 |
| 3. L'évaluation Au travers des 25 indicateurs régionaux..... | 4 |
| 3.1. Les indicateurs financiers..... | 4 |
| 3.2. Indicateurs relatifs à des objectifs transversaux :..... | 6 |
| 4. L'analyse qualitative..... | 12 |
| 4.1. Le questionnaire en Comité syndical..... | 12 |
| 4.2. L'atelier du 12 juillet..... | 13 |
| 4.3. Les entretiens..... | 13 |
| 4.4. Le questionnaire en entretien..... | 13 |
| 4.5. Différences vision élus/vision acteurs « civils »..... | 15 |
| 5. L'évaluation en interne..... | 16 |
| 5.1. Par le biais des travaux cartographiques..... | 16 |
| 5.2. Par le biais des calculs sur la base de données par projets..... | 16 |

| | | |
|------|---|----|
| 6. | Synthèse sur l'évaluation du Contrat..... | 19 |
| 6.1. | En matière de développement durable | 19 |
| 6.2. | Dans la perspective de la réactualisation de la Charte de Développement | 22 |
| 7. | proposition d'axes a developper en priorite au sein du prochain contrat de pays (2006-2010)..... | 23 |
| 7.1. | Les conditions d'une contractualisation efficace..... | 23 |
| 7.2. | Enjeux spécifiques au futur Contrat signé entre le Pays Loire Touraine et la Région Centre | 25 |
| 8. | ANNEXES | 26 |
| 8.1. | Annexe 1 : questionnaire donné en Comité Syndical du 24 juin 2004..... | 26 |
| 8.2. | Annexe 2 : résultats questionnaire en C.S. | 32 |
| 8.3. | Annexe 3 : CR journée du 12 juillet (atelier évaluation) | 40 |
| 8.4. | Annexe 4 : CR du questionnaire auprès d'acteurs..... | 46 |
| 8.5. | Annexe 5 : Tableau synthétique évaluation par acteurs | 54 |

2. LA METHODOLOGIE DE L'EVALUATION.

2.1. L'évaluation au travers des 25 indicateurs régionaux.

Plusieurs Pays ont déjà réalisé cette évaluation. Leurs rapports ont pu pour une part inspirer la méthodologie adoptée.

Elle a fait l'objet de redéfinition de critères pour plusieurs indicateurs. En effet, le Région propose trois approches différentes, qui impliquent une évaluation soit du Contrat seul soit de l'ensemble des actions menées par le Pays :

- Les indicateurs financiers
- Indicateurs relatifs à des objectifs transversaux
- Indicateurs relatifs à des thématiques ciblées

2.2. L'évaluation quantitative complémentaire en interne

Plusieurs points de vues ont été adoptés. Aussi, l'évaluation quantitative des crédits attribués s'est portée sur :

- La répartition par maître d'ouvrage
- La répartition par actions du Contrat
- La répartition par communauté de commune

Toute cette évaluation s'est faite sur l'ensemble des 153 projets aidés jusqu'en juillet 2004. Les graphiques réalisés ont pris ces résultats pour base de données. Des rectifications ont été apportées avec les évolutions et les modifications jusqu'à début octobre 2004. Ainsi, les chiffres de la comparaison entre la période de début de Contrat jusqu'au bilan à mi-parcours et celle depuis le bilan à mi-parcours et la fin de la quatrième année ont été calculés et transmis dans trois tableaux synthétiques. Ces trois tableaux reprennent la classification suivant les critères maîtrise d'ouvrage, actions du Contrat, communauté de commune.

La représentation cartographique a été faite dans un souci d'exhaustivité mais aussi dans celui de répondre aux attentes des élus. Aussi, la carte représentant le montant de subventions reçues dans le cadre du Contrat par habitant pour chaque commune du Pays fait suite à une demande d'élus.

2.3. L'évaluation qualitative auprès des élus et des acteurs.

Elle s'est faite au travers de deux temps forts de l'évaluation :

- Un questionnaire présenté lors du Comité Syndical du 24 juin 2004.
- Un atelier proposé aux membres du bureau lors de la journée « tour des projets » le 12 juillet 2004.

Cette participation des élus à l'évaluation a été complétée par des entretiens au cours desquels des exercices d'évaluation étaient proposés. Ces exercices ont eu comme support le questionnaire précédemment proposé aux élus du Comité Syndical et le tableau synoptique utilisé lors de l'atelier du 12 juillet.

Les résultats ont été traduits sous forme de tableaux mais aussi sous forme de graphe, résultats qui permettent de préparer le travail d'évaluation de la Charte (sous forme de « rose des vents » et de graphes d'objectifs comme le préconise la Région). Les résultats de l'évaluation au travers des 25 indicateurs régionaux.

Cette partie n'a pas pour but de recopier les résultats disponibles dans le rapport réalisé pour la Région. Il s'agit plutôt de mettre en perspective cette méthodologie et de montrer comment elle a été traitée en lien avec une démarche plus fine et plus adaptée aux spécificités du territoire

3. L'EVALUATION AU TRAVERS DES 25 INDICATEURS REGIONAUX

3.1. Les indicateurs financiers

Indicateur 1 : taux d'engagement.

Aucune redéfinition de méthodologie n'a été nécessaire ici. Les données sont cependant marquées par le sceau de l'inconstance : en effet, jusqu'à mi-octobre 2004, les données chiffrées d'engagement et de mandatement pouvaient être sujettes à des modifications suivant l'évolution des projets ou les critères régionaux de subventionnement de certains projets. Aussi, la répartition des projets entre quatrième année de Contrat et Cinquième année s'est ajustée jusqu'à octobre. Aussi, il appartient à la discrétion de l'agent de développement de rectifier les quelques modifications sur le taux d'engagement définitif pour les quatre premières années de Contrat.

Indicateur 2 : L'analyse du taux d'engagement.

Elle implique une sollicitation des élus sur la façon dont a été mené le Contrat de Pays. Un fort consensus ressort de l'illustration cartographique des projets du Contrat,

mais aussi des logiques par Communauté de Commune. Le choix difficile de la répartition des projets entre Cinquième et Quatrième année lors des réunions de Bureau en Septembre révèle un manque de suivi des élus de l'évolution globale du Contrat, de même que des politiques de développement différentes.

Les crédits délégués pour la procédure ORAC ont été entièrement engagés.

La comparaison 2000-2002 et 2002-2004 a révélé un plus fort taux d'engagement des crédits régionaux dans la deuxième période, ainsi qu'un taux de subventionnement plus important (27% entre 2002 et 2004 et 17% entre 2000 et 2002), pour un montant d'investissement générés plus faible. Les projets présentés dans la deuxième période sont de plus faible envergure, plus essaimés sur le territoire.

Indicateur 3 : Le montant des investissements générés par le Contrat de Pays.

De la part de la Région, il aurait fallu distinguer investissement générés et dépense totale par maître d'ouvrage : tous les crédits attribués dans le cadre du Contrat ne sont pas nécessairement moteur de réalisation du projet. Il est important de considérer cet indicateur en lien avec l'indicateur 6, « projets pour lequel le Pays a eu un rôle moteur ». C'est pourquoi mention a été faite des projets particulièrement onéreux qui ont bénéficié de la procédure Contrat, sans en dépendre. (CESAP, FJT surtout.)

Indicateur 4 : Localisation géographique des projets au sein du Pays.

En plus de la carte requise par la Région, le travail cartographique en partenariat avec l'Observatoire Economique de Touraine s'est fait de la manière suivante :

- Réalisation de cartes par objectif du Contrat, indiquant par commune le nombre de projets réalisés et le montant des « investissements générés »
- Réalisation de cartes par objectif montrant la localisation des types de projets par objectif au moyen de pictogrammes
- Réalisation de cartes thématiques complémentaires : sur le montant de subventions régionales attribuées dans le cadre du Contrat par habitant sur les différentes communes par exemple. Ce calcul montre que les habitants des communes importantes ne bénéficient pas nécessairement plus des crédits du Contrat que les petites communes. Une carte sur l'évolution de l'intercommunalité a été réalisée, de même que sur le potentiel fiscal des communes, du taux de subventionnement par commune...

Les réalisations cartographiques révèlent une certaine propension des communes les plus peuplées et les plus urbanisées à présenter un grand nombre de projets, de même qu'une forte polarisation autour des cours d'eau.

Les Communautés de Communes semblent toutes avoir leur axes de développement privilégié, que confirme soit leurs compétences, soit leur localisation par rapport à l'agglomération tourangelle. Le Contrat est révélateur de tendances « lourdes » et de spécificités territoriales différenciées. Ces contrastes semblent dus en grande partie

au caractère périurbain du Pays , et aux dynamiques démographiques, sociales, foncières, économiques qui en découlent.

3.2. Indicateurs relatifs à des objectifs transversaux :

Objectif « Territorialisation de la politique régionale »

Indicateur 5 : liste des réalisations innovantes et/ ou ayant une forte liaison au territoire.

Le critère majoritairement retenu pour cet indicateur a été celui de la forte liaison au territoire. Il aurait été judicieux de différencier les deux aspects de l'indicateur, qui ne sont pas corrélatifs, surtout s'il s'agit de parler de développement endogène. On ne sait pas non plus se positionner sur la définition de « réalisations innovantes » : l'innovation est-elle à comprendre d'un point de vue comparatif (avec les territoires voisins, avec les réalisations faites sur le même territoire avant le Contrat de Pays), d'un point de vue technologique, d'un point de vue économique, social, environnemental ?

Il semblerait ici que la région ait donné une amorce timide de définition de développement durable, sans en affirmer les caractéristiques.

Indicateur 6 : liste des projets pour lequel le Pays a joué un rôle moteur.

Cet indicateur est tout particulièrement soumis à la subjectivité, soit de l'équipe technique, soit des maîtres d'ouvrages. Néanmoins, la classification suivant trois critères, rôle moteur, financier, technique, financier et technique, a permis de pallier cette subjectivité.

Objectif « Organisation du développement territorial »

Indicateur 7 : Répartition des crédits engagés par type de bénéficiaires en pourcentage.

Le choix a été fait de présenter des résultats en comparaison avec le bilan à mi-parcours. L'évolution de l'intercommunalité se constate nettement. La part faite aux associations reste peu importante, et réservée à des associations à but social . Les offices HLM constituent une maîtrise d'ouvrage en complément de celle de l'Association « Le Foyer » dont fait partie le FJT... Enfin, l'aide aux CUMAS reste difficile à évaluer dans la mesure où ces groupements d'exploitation agricole ne concernent pas uniquement des propriétaires faisant partie du Pays Loire Touraine.

Indicateur 8 : Part des communes adhérant à un EPCI à fiscalité propre.

Ce critère a le mérite de mettre en valeur la forte progression de l'intercommunalité sur le Pays Loire Touraine. En revanche, cela n'est pas à dire que le Pays soit moteur en la matière ; l'adhésion des communes à un EPCI à fiscalité propre n'est pas le pendant d'une sensibilisation par le Pays, comme cela pourrait être le cas sur d'autres territoires où l'intercommunalité des Pays précède celles des EPCI.

Indicateur 9 et 10: Ressources humaines dédiées au développement des territoires et coopération de l'agent de développement et les techniciens des communes, EPCI, et/ ou autres structures de développement.

Cet indicateur ne peut avoir de pertinence autre que dans le cadre d'une comparaison avec la situation des autres Pays en Région Centre. Cependant, il a le mérite de poser la question du choix fait ou non des élus de donner une dimension « aménagement du territoire » au Pays, au-delà des procédures contractuelles.

L'équipe est restreinte, et dans la perspective d'une réflexion autour d'un agenda 21 local, la ressource humaine ne peut actuellement faire face à des actions supplémentaires à l'échelle du Pays.

En ce qui concerne les relations de l'agent de développement avec les autres techniciens, ces relations restent individualisées, les réunions réunissant tous les techniciens des EPCI restent rares. Cela peut tenir en partie à la grande quantité de projets présentés par les élus, fait spécifique au Pays Loire Touraine, et à la diversité des compétences exercées par l'agent de développement.

Indicateur 11 : liste des autres procédures ou actions ayant été portées par le syndicat de Pays en dehors du Contrat de Pays.

Le Pays est à l'initiative de nombreuses actions et réflexions sur des thématiques variées. L'évaluation du Contrat ne fait cependant pas apparaître d'adéquation entre le Contrat et les actions préconisées dans la Charte de Développement, notamment en matière sociale, économique, et environnementale. Malgré la base des quatre objectifs communs, la répartition de départ des crédits réservés (qui ne sont pas fongibles) dénote une faible prise en compte des principes de développement durable (priorité donnée au équipements sportifs, culturels, au développement touristique, moins à l'agriculture, la formation, l'insertion, l'emploi.) La Charte d'Environnement n'a eu aucun impact sur les types de projets proposés dans le Contrat de Pays.

Indicateur 12 : Nombre d'études pour lesquelles de FRAC territoire a été mobilisé.

Ce fonds n'a été sollicité que par le Pays dans le cadre d'études à l'échelle du Pays. Il serait possible d'encourager d'autres maîtres d'ouvrages types associations d'envergure régionale, départementale ou nationale, type communauté de communes, à solliciter ce fonds.

Indicateur 13 : Liste des études menées par le Pays.

Cette liste trouvera sa pertinence lorsqu'il sera possible de mettre en œuvre des programmes d'action à l'échelle du Pays et par communautés de communes de manière concrète.

En ce qui concerne les thèmes abordés au sein de ces études, des manques sont encore à relever, notamment en matière de foncier, d'économie à l'échelle du Pays, de transport, de tourisme. Bien que le Pays ne soit pas maître d'ouvrage, ces thèmes doivent être abordés dans la perspective d'une préparation d'un agenda 21 local dans le meilleur des cas, sinon dans la mise en œuvre des actions qui seront hiérarchisées dans la nouvelle charte. Ces thèmes, s'ils sont abordés à l'échelle du Pays, sont des composantes primordiales pour réfléchir à une stratégie de développement cohérente sur le territoire.

Objectif « Démocratie participative »

Indicateur 14 : Présence d'un Conseil de Développement.

Cet indicateur cherche à mettre en valeur autant l'existence effective d'un Conseil de Développement que son organisation et son rôle au sein du Pays.

Dans le cas du Pays Loire Touraine, le Conseil de Développement est actuellement en cours de repositionnement vis-à-vis des actions proposées par les élus dans le cadre de la réactualisation de la Charte. Cette réflexion lui permettra de mieux définir son rôle et de se structurer plus efficacement.

Indicateur 15 : participation des acteurs locaux à la vie du Pays

Comme il a été mentionné dans le rapport destiné à la Région, il est difficile d'appréhender la totalité des acteurs qui peuvent, de près ou de loin, participer à la vie du Pays. Force est de constater qu'un grand nombre d'acteurs est impliqué bien au-delà des procédures contractuelles. Les actions menées hors Contrat, notamment en partenariat avec la DDTEFP, doivent être pérennisées, de même que les actions de sensibilisation envers les élus, les acteurs du territoire, ainsi qu'envers les habitants.

Comme le souhait en a été formulé par les Chambres consulaires, ou par d'autres acteurs, il serait très profitable de poursuivre des réunions d'informations sur des thèmes ciblés dans différents domaines.

Enfin, des réunions plus fréquentes et plus élargies des Commissions thématiques pourraient être associées à des réunions régulières avec les collèges du Conseil de Développement.

Indicateurs relatifs à des thématiques ciblées.

Indicateur 16 : Nombre de bénéficiaires de services mis en place dans ma cadre du Contrat de Pays.

La liste de critères proposée par la Région a été redéfinie. La plupart des projets aidés dans le cadre du Contrat préexistaient, ou ne sont pas encore opérationnels (comme la Maison de l'Emploi à Château-Renault par exemple). Le Contrat n'a pas directement créé de nouveaux services à la population, mais a bien plutôt appuyé financièrement des initiatives.

De plus, ces services relèvent de la compétence soit des communes, soit des communautés de communes. Il conviendrait de comparer les projets aidés dans le cadre du Contrat d'avec les projets portés par ces maîtres d'ouvrage en dehors de cette procédure contractuelle.

Indicateur 17 : Liste des actions mises en place dans le cadre des Contrats de Pays pouvant bénéficier à un public fragile.

Ces actions demeurent restreintes en nombre, si l'on considère les projets ayant spécifiquement pour « cible » un public fragile. Cependant, elles dénotent une volonté d'améliorer les services publics de proximité. Dans ce sens, le rôle des communautés de communes et du Pays en la matière sont à clarifier lors des prochaines réflexions sur l'actualisation de la Charte.

Indicateur 18 : Liste des actions mises en place dans le cadre des Contrats de Pays favorisant le développement culturel du territoire.

Les projets qui répondent à ce critère, s'ils sont peu nombreux, sont relativement variés et répartis sur le territoire. Néanmoins, il n'ont pas fait l'objet d'une action spécifique dans la cadre du Contrat lors de son élaboration. L'étude sur le patrimoine qui a été faite en 2001 n'a pas eu de suites notables.

Objectif « Développement économique et social »

Indicateur 19 : Aides aux entreprises dans le cadre des Contrats de Pays

Il faut souligner un manque dans deux secteurs : celui de l'immobilier d'entreprises et celui des transports. L'immobilier d'entreprises et la réflexion sur les stratégies d'acquisition foncières à adopter par les communautés de communes est une réflexion à continuer et à concrétiser notamment au travers de l'élaboration des PLH, mais aussi dans le cadre d'aménagement des zones d'activités.

Indicateur 20 : Aides liées à l'activité touristique du Pays.

Jusqu'à présent, l'action du Pays en faveur du développement touristique s'est surtout centrée sur des actions ponctuelles en faveur des Offices de Tourisme, ainsi que pour les pochettes de randonnées et les réunions d'information avec Gîtes de France et Clévacances. Ces actions ne participent pas pleinement d'une stratégie de développement touristique à l'échelle du Pays, encore moins dans le cadre du Contrat.

Aussi, si ce secteur a été hiérarchisé comme prioritaire aussi bien dans la Charte de Développement que dans le Contrat, les acteurs déplorent le manque de cohérence en matière de valorisation touristique, ainsi qu'une concentration des actions sur l'axe ligérien. Le tourisme reste majoritairement centré sur les pôles urbains et sur des sites touristiques culturels haut de gamme. Il est vrai que le tourisme en Touraine est souvent diffus et concerne des types de clientèle très ciblés. Néanmoins, des efforts vont être encouragés en partenariat avec le CDT et les différents acteurs du tourisme.

Indicateur 21 : Impact sur l'emploi des Contrats de Pays

Il est plus facile d'estimer les emplois créés ou maintenus au sein des entreprises aidées dans le cadre de l'ORAC. Le Contrat n'a touché que 0,2% de la population active travaillant sur le Pays à ce jour. Ce chiffre est révélateur de la nécessité d'accentuer les actions en faveur de l'emploi dans le cadre du Contrat, et non seulement par la biais d'actions ponctuelles.

Indicateur 22 : Liste des projets portant spécifiquement sur les problématiques liées à l'emploi et à l'insertion.

Le nombre de projets concernés par cet indicateur est à l'image du faible montant de l'enveloppe réservée à cette priorité lors de l'élaboration du Contrat. Malgré cela, il faut relever l'importance des projets concernés et une répartition sur le territoire qui semble répondre aux spécificités locales.

Indicateur 23 : Liste des projets prenant en compte les TIC

Le site Internet du Pays représente un projet important en matière de TIC. Néanmoins, il n'est pas destiné prioritairement à l'amélioration de l'accès au TIC pour l'ensemble de la population. C'est pourquoi des projets aidés dans le cadre du Contrat tels que le pôle jeunesse sur l'Ile d'Or à Amboise, ou la borne Internet à la poste de Pocé-sur-Cisse, peuvent servir d'exemple à des actions similaires.

Objectif « Amélioration de l'habitat »

Indicateur 24 : Objectif ou actions portées par le Pays ayant contribué à l'amélioration de l'habitat.

Il faut relever des débuts timides dans ce domaine, malgré l'aide attribuée au FJT d'Amboise et l'étude réalisée sur le logement des jeunes. C'est une priorité à laquelle les élus doivent être sensibilisé au-delà de la problématique démographique. Néanmoins, il convient encore une fois de réfléchir sur l'ensemble des PLH réalisés par les Communautés de Communes au préalable. Une action spécifique doit être réservée dans le prochain Contrat.

Objectif « Amélioration de l'environnement »

Indicateur 25 : Liste des projets prenant en compte la préoccupation environnementale ou portant spécifiquement sur l'amélioration de l'environnement.

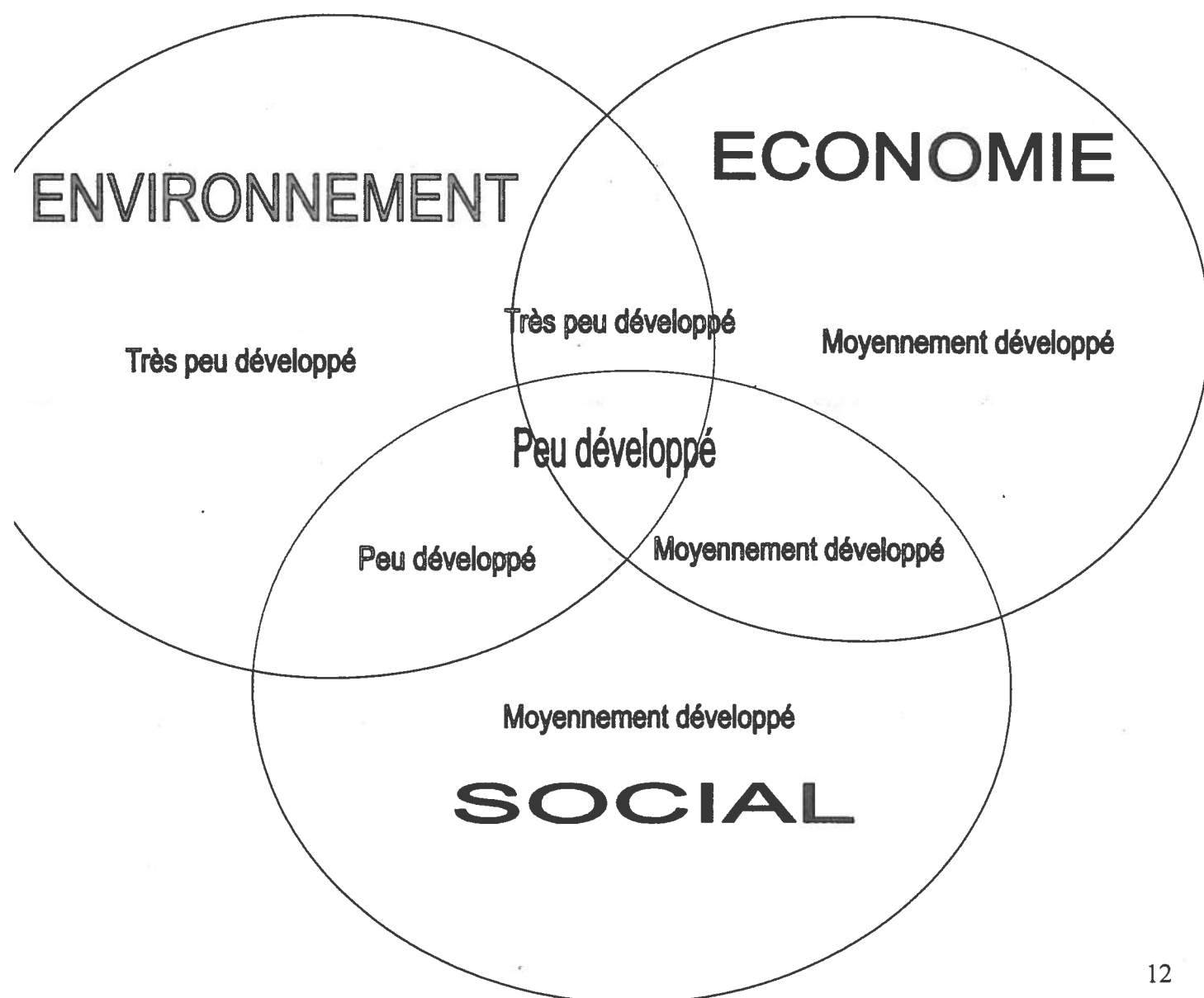
Cet indicateur laissant une large part à la subjectivité, des critères ont été redéfinis, mais qui restent restreint et plus proches d'une vision « paysagiste » de l'action en faveur de l'environnement qu'une vision intégrée d'actions environnementales.

4. L'ANALYSE QUALITATIVE.

4.1. Le questionnaire en Comité syndical.

L'ensemble des résultats est présenté ci-après et résumé sous forme de « rose des vents » qui reprend l'évaluation faite par les élus par thème, noté de 0 à 4.

Un fort consensus ressort de cette évaluation. En particulier, la pertinence de l'échelle Pays comme territoire d'action semble tendre vers l'unanimité. Les domaines tels que l'environnement, les actions « sociales » au travers des différentes questions sont considérés comme moyennement développés. Des actions-phares en dehors du Contrat sont souvent mentionnées. Dans le cadre du Contrat, ces thématiques ont la plupart du temps été indiquées comme des objectifs non atteints.



4.2. L'atelier du 12 juillet.

Les résultats sont aussi présentés sous forme de tableau synthétique en annexes de ce rapport.

Les éléments qui ressortent le plus de cet atelier, plus nuancés que les résultats du questionnaire en Comité Syndical, portent sur les domaines socio-économique. Les problématiques du foncier, de l'emploi, de la formation ont été soulignées comme à développer en priorité lors du prochain Contrat, voire dans la nouvelle Charte de développement.

Des besoins en matières d'études ont été exprimés, notamment en ce qui concerne les transports, les équipements et initiatives culturelles. Si les préoccupations environnementales ont été exprimées, elles ne semblent néanmoins pas figurer au centre des préoccupations des élus.

Aussi, les équipements sportifs et de loisirs sont considérés comme suffisants, même si certains élus ont mis l'accent sur le manque de communication entre communes et communautés de communes à ce sujet.

4.3. Les entretiens.

Au-delà des opinions individuelles, les résultats du questionnaire (identique à celui qui a été présenté en Comité Syndical) et du tableau de synthèse (inspiré de celui qui a été présenté lors de l'atelier du 12 juillet) sont sensiblement différents de ceux réalisés par les élus.

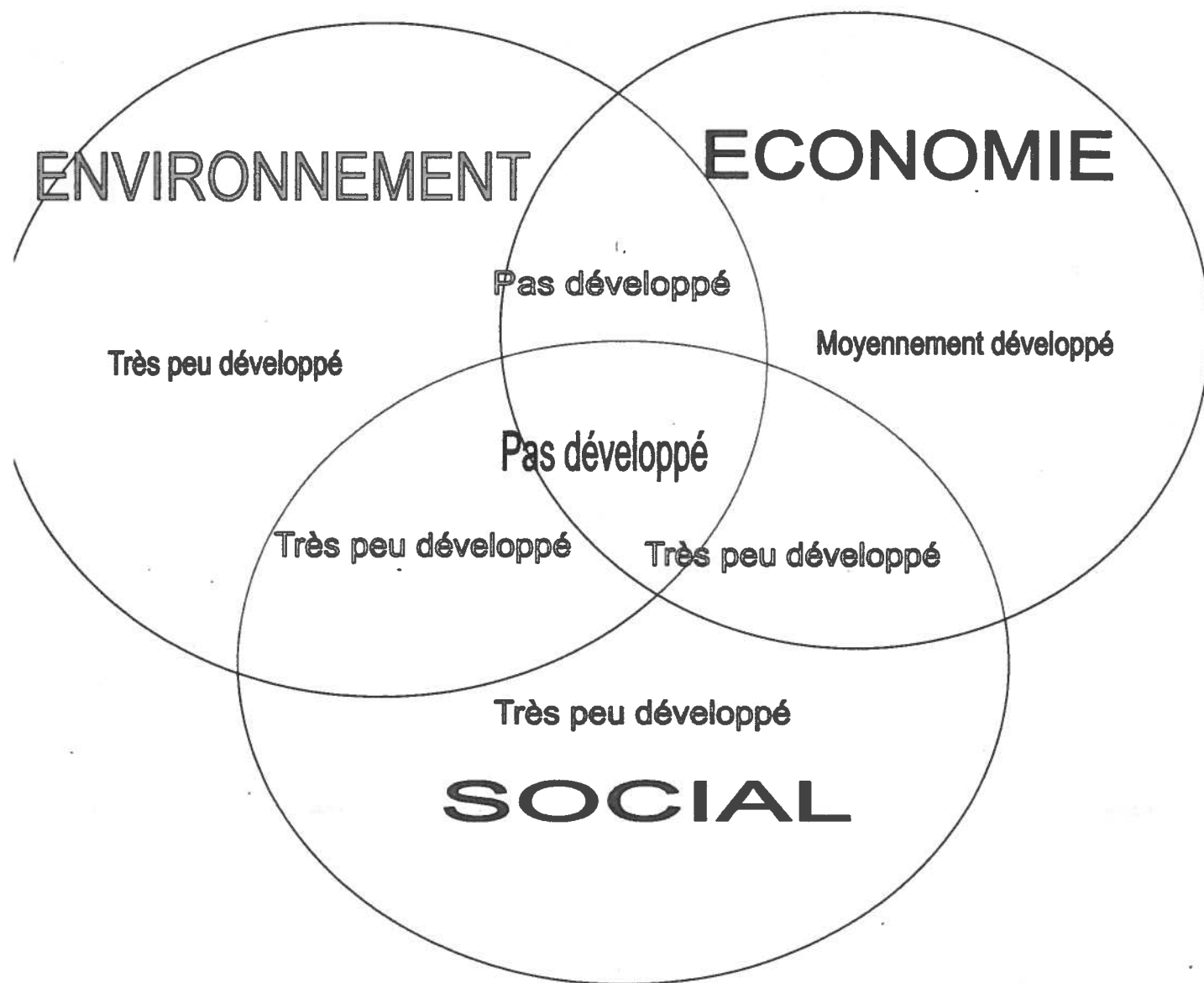
Tous les acteurs n'étaient pas en mesure de répondre à l'ensemble du questionnaire. Un manque de connaissance des dossiers du Contrat, des modalités de la procédure parfois, ou de la répartition des projets en étaient la cause. Néanmoins, la synthèse des évaluations exprimées par les différents acteurs a permis de rendre compte à la fois d'une réalité vécue et d'une réalité plus objective, comme le montre le schéma de synthèse fait à partir de l'évaluation en interne.

4.4. Le questionnaire en entretien

Les résultats reportés sur la « rose des vents » révèlent une évaluation beaucoup moins consensuelle sur les actions menées par la Pays dans le cadre du Contrat et hors Contrat.

Les critiques ont porté notamment sur l'absence de relais donné à la Charte d'environnement, au manque de réflexion commune sur les thématiques de l'emploi... Les actions hors Contrat comme Initiatives Femmes, les réunions avec les groupements d'employeurs ont été évaluées comme primordiales et exemplaires.

Il est possible de résumer ces résultats de la manière suivante :



4.5. Différences vision élus/vision acteurs « civils »

A la lecture des compte-rendus des tableaux d'évaluation synthétique par les élus (journée du 12 juillet) et par les acteurs (en entretien), on remarque des points de convergence et des points de divergence. Cela se retrouve aussi en comparant les graphes sous forme de radars réalisés à partir des questionnaires.

1. Les points de convergence :

- Sur les manques en matière de formation et d'emploi (objectifs II et III)
- Sur l'atteinte de l'action 6
- Sur la poursuite de l'aide aux offices de tourisme
- Sur la nécessité de mettre en œuvre une stratégie de développement touristique cohérente
- Sur la nécessité de mener une réflexion sur les services de proximité

2. Les points de divergence

- En matière environnementale
- Sur le maintien ou l'abandon de l'action 6
- Sur l'atteinte des objectifs I et III
- Sur l'impact du Contrat de Pays en matière d'insertion
- Sur la qualité de la démocratie participative au sein du Pays

Ces points ne sont pas exhaustifs, et révèlent une action du Pays qui reste très politique, et peu appropriée par les acteurs. Le Pays reste une structure de démocratie indirecte.

5. L'EVALUATION EN INTERNE.

5.1. Par le biais des travaux cartographiques.

On peut constater qu'un plus grand nombre de projets a été proposé par les pôles urbains, de même qu'une certaine prédominance de l'axe ligérien. Les projets proposés par les communes les plus proches de l'agglomération tourangelle concernent globalement plus volontiers l'objectif I et II.

L'objectif III est sous-exploité et ne concerne que quelques projets isolés.

Si on met en parallèle les cartes représentant le nombre de projets présentés par les communes et communautés de communes avec la population communale, il est vrai que les communes les plus peuplées ont bénéficié d'un plus grands *nombre* de crédits, de part le plus grand nombre de projets présenté. En revanche, cela n'est pas à dire qu'elles ont proportionnellement bénéficié d'un montant plus important de subvention par habitant, comme le montre la carte réalisée à cet effet. On ne peut non plus établir de lien direct entre le montant des subventions reçues ou les investissements « générés » dans le cadre du Contrat et le potentiel fiscal des communes par habitant .

Il serait malgré tout possible de faire un rapprochement entre le montant des subventions reçues par habitant et le revenu moyen par foyer fiscal du Pays, bien que la base de calcul pour cette carte ait été faite en 2001, et demande à être actualisée.

Les cartes réalisées avec l'aide de pictogramme sont surtout destinées à la communication avec les élus et le Conseil de Développement dans le cadre de la réactualisation de la Charte.

5.2. Par le biais des calculs sur la base de données par projets.

Ces calculs ont permis de réaliser un grand nombre de graphiques, notamment au moyen de la comparaison entre 2000-2002 et 2002-2004.

Cette comparaison, effectuée suivant les trois entrées territoire communautaire/maîtrise d'ouvrage/action du Contrat, a le mérite de montrer précisément l'évolution de la « distribution » des crédits régionaux, en taux de subventionnement, et en type de projets proposés.

Il serait trop fastidieux de reprendre ici graphique par graphique les commentaires qui pourront être utilisés lors de l'élaboration du prochain Contrat, néanmoins, il faut mettre l'accent sur des tendances marquantes :

- Par action du Contrat

- L'action 6 a connu un fort regain en nombre de projets après 2002, et représente une grande partie des projets proposés dans le cadre du Contrat tant en montant d'investissements générés qu'en montant de subventions attribuées.
- L'action 15 n'a été prise en compte qu'après 2002
- Par rapport aux crédits réservés, c'est sans doute l'action 9, concernant les zones d'activités, qui a été la plus « délaissée ». En termes plus qualitatifs, les types de projets sur les ZA ne sont pas structurant et portent peu sur des stratégies d'acquisition foncière ou de perspectives économiques. Il s'agit plutôt de réfection de voies, de signalétique..
- Les actions 13 et 15 portant sur la diversification agricole et l'agriculture et l'environnement sont aussi sous-exploitées.
- Les projets rentrant dans l'action 19 « Tourisme fluvial » sont aussi insuffisants par rapport à ce qui a été prévu lors de l'élaboration du Contrat.

- Par territoire communautaire

- En taux de subventionnement : Avant 2002, c'est plutôt la moitié Sud du Pays qui a bénéficié d'un taux plus important (CCET et CCVBDC). Cette tendance n'est plus vraie après 2002. A cette période, l'ensemble des communautés de communes se saisissent de la procédure Contrat et semblent être en quelque sorte sur un pied d'égalité. Ces données sont à relier avec l'évolution de l'adhésion des communes à un EPCI des EPCI à la structure Pays (voir indicateur régional, en annexe, tableau récapitulatif)
- En termes de répartition des fonds régionaux engagés : les quatre EPCI les plus « bénéficiaires » en tant que territoire (et non en tant que maîtres d'ouvrage) sont la CCET, la CCVA, la CCBVDC, et la CCC, autrement dit les EPCI où se situent un pôle urbain. Les doléances exprimées sur l'absence d'un ligne de subvention « pôle urbain » pour Château-Renault et Bléré trouvent leur légitimité ici et mériteraient d'être prises en compte dans le prochain Contrat ;
- En termes d'investissements générés. La donne est quelque peu modifiée, car ce ne sont pas les EPCI ayant reçu le plus de subventions régionales qui ont présenté les projets les plus « onéreux ». Ainsi, d'après ce critère, on retrouve : la CCV, la CCVA, la CCET et la CCC avant 2002, et la CCVA, la

CCV, la CCET puis la CCC après 2002. Le CESAP de Reugny constitue un élément d'explication pour ce « classement » de la CCV, qui pourrait sembler inhabituel attendu qu'elle ne faisait pas entièrement partie du Pays jusqu'à une date récente.

- Par type de maître d'ouvrage.

- En taux de subventionnement : le fort taux pour le Pays s'explique par le type de projet présenté (journal du Pays et site Internet). Entre 2000 et 2004, le bilan fait apparaître un fort taux pour les communes, les CC et les CUMAS. Ce taux était plus important avant 2002 pour les communes qu'après 2002, et inversement pour les communautés de communes. Le fort taux pour les associations après 2002 s'explique par quelques projets de grande envergure.
- En termes de répartition de subventions régionales, l'évolution entre 2000-2002 et 2002-2004 est très nette : 71,4% pour les communes avant 2002 et 49,4% après 2002. Pour les CC, on est passé de 8,7% à 44,1%. En revanche, les autres maîtres d'ouvrages étaient plus « subventionnés » dans le cadre du Contrat avant 2002 qu'après 2002.
- En termes d'investissements générés. On retrouve cette prédominance accrue des EPCI et des communes par rapport aux autres maîtres d'ouvrage après 2002. A eux deux, ces types de maîtrise d'ouvrage représentent environ 50% des investissements générés avant 2002 et près de 85% après 2002.

6. SYNTHÈSE SUR L'ÉVALUATION DU CONTRAT.

6.1. En matière de développement durable

Ne serait-ce qu'en se basant sur le nombre de projet, il est possible de mesurer non pas uniquement l'atteinte des objectifs tels qu'ils ont été fixés en 2000 lors de l'élaboration du Contrat, mais suivant des critères de durabilité qui doivent présider à l'élaboration du prochain Contrat et de la nouvelle Charte.

Huit principes président à la mise en œuvre du développement durable à l'échelon local au travers de procédures type Charte ou Contrat :

- **La participation** : concerne une adhésion sociale qui exige elle-même en amont information, sensibilisation, actions de formation et débats démocratique. Elle concerne la population et les acteurs du développement. Cet aspect commence d'être développé au sein du Pays, mais pas nécessairement au travers du Contrat (actions de sensibilisation au travers du Journal, du site Internet, des réunions, du stage à la chaux...). La structure Pays n'est pas une structure de démocratie directe.
- **La solidarité** : dans le temps, dans l'espace, sociale. Ces trois dimensions ont été abordées dans une certaine mesure au travers du Contrat, comme l'a fait apparaître l'analyse des projets avant et après 2002 et le travail cartographique. Néanmoins, les EPCI ont encore du mal à appréhender le Pays comme espace de réflexion en termes d'aménagement du territoire et en termes de prospective.
- **Le partenariat** : encore un fois, l'association d'acteurs locaux des décideurs économiques, des associations d'environnement, des consommateurs, la société civile...ont été sollicités surtout dans le cadre d'actions hors Contrat.
- **L'innovation** : Comme il a été indiqué dans le rapport d'évaluation destiné à la Région, de même que dans le présent rapport, l'innovation est encore timide et définie jusqu'à présent de manière très floue. Elle devrait inclure des modifications dans les modes de production dans la gestion des énergies... Hors, une grande part des objectifs de la Charte d'environnement ne sont pas pris en compte ou même débattus à l'heure actuelle. Il faut cependant mettre en valeur des actions dont le caractère innovant tient au fort lien aux spécificités locales : c'est le cas pour Initiatives Femmes.
- **La précaution et la prévention** : sont absents du Contrat 2000-2004.

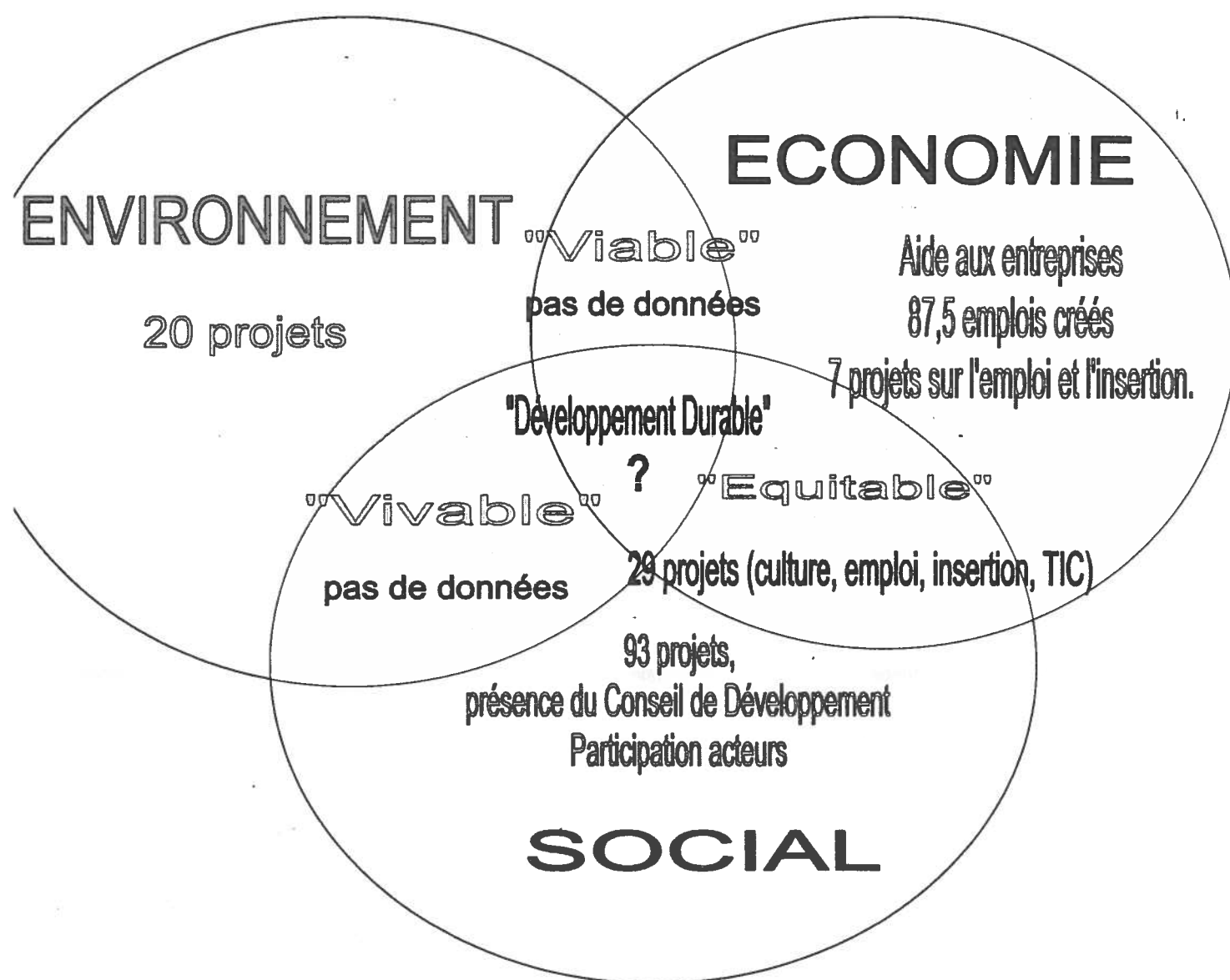
- **La subsidiarité** : de fait, elle est exercée par la Pays. Cependant, il sera nécessaire d'enrichir le dialogue sur les répartitions de compétences entre EPCI et Pays, et sur l'harmonisation des compétences prises par les différents EPCI.
- **La transversalité** : signifie l'intégration des approches et des politiques. Cette question était souvent peu comprises des élus et des acteurs, à ce titre les réponses peuvent être considérées comme aléatoires. Toutes les conditions semblent être mises en place pour favoriser une meilleure prise en compte de ce principe.
- **La pérennité** : un nombre d'actions restreint menées dans le cadre du Contrat ou hors Contrat peuvent être considérées comme pérennes. La plupart des projets proposés par les élus s'inscrivent dans le court ou moyen terme, exceptés les projets-phares précités (FJT, CESAP, Mission Locale) dont la maîtrise d'ouvrage et dans ce cas associative.

Les deux schémas réalisés précédemment, et l'analyse des projets proposés dans le cadre du Contrat, ont donné lieu à une évaluation sur la base, même simplifiée, des principes de développement durable

En reprenant les critères proposés par la Région centre, on peut classifier par thème les projets du Contrat de la manière suivante :

- Economie : indicateur 19, 20, 21, 22
- Social : indicateur 14, 15, 16, 24
- Environnement : Indicateur 25
- Economie et social : Indicateur 18, 22 et 23
- Economie et environnement : pas d'indicateur.
- Social et environnement : Pas d'indicateur.

**LE CONTRAT DE PAYS 2000-2004 VU AU TRAVERS DES PRINCIPES DE BASE
DU DEVELOPPEMENT DURABLE**



6.2. Dans la perspective de la réactualisation de la Charte de Développement

Le Contrat a été et est toujours perçu comme la procédure « ciment » de l'existence même du Syndicat mixte, et de l'adhésion des EPCI et des communes à cette structure intercommunale.

Or, nous avons vu au travers d'une évaluation certes incomplète mais plus élargie que les critères proposés par la Région, que les actions du Pays qui correspondent le plus à une démarche de développement durable ont été menées hors Contrat.

Ainsi, il est impératif de sensibiliser élus et société civile sur le caractère stratégique et prospectif du prochain Contrat. Aussi, **la sensibilisation doit se faire afin que le Contrat ne soit pas compris comme la procédure conditionnant le fonctionnement du Pays, mais bien comme une procédure contractuelle particulière au même titre que l'ORAC, dont l'importance financière vient appuyer une stratégie de développement local plus vaste.**

- Un suivi plus systématique des subventions attribuées par le Conseil Général doit être formalisé.
- En complément, une évaluation des subventions attribuées dans le cadre des politiques sectorielles de la Région Centre permettrait de mieux connaître l'impact réel de la procédure contractuelle sur le territoire du Pays Loire Touraine.

7.2. Enjeux spécifiques au futur Contrat signé entre le Pays Loire Touraine et la Région Centre

1. Les axes et actions à développer en priorité

- Les modalités d'actions sur le foncier, notamment pour les ZA/ l'immobilier d'entreprises
- La formation et l'emploi
- Une politique de développement touristique
- Les services de proximité, redéfinis pour un public large et adaptés aux différents EPCI
- Soutien à la diversification agricole et à l'acquisition de matériel en commune par les CUMAS
- Soutien à la valorisation des productions locales

2. Les axes et actions à maintenir

- L'ORAC, surtout pour l'aide à la reprise et à la création
- Embellissement des bourgs, valorisation du patrimoine vernaculaire
- Services pour public ciblé (public fragile, petite enfance, personnes âgées, jeunes...)
- Modernisation des offices de tourisme et aide à la mise en cohérence des modalités de communication et de promotion

3. Les axes et actions à modérer

- L'action 6 concernant les équipements sportifs, culturels et de loisirs

4. Les axes et actions à créer

- La ligne de subvention « pôles urbains » pour Amboise et Montlouis doit être, si elle est conservée, élargie à Château-Renault et Bléré
- Une antenne FJT à Château-Renault ?

7. PROPOSITION D'AXES A DEVELOPPER EN PRIORITE AU SEIN DU PROCHAIN CONTRAT DE PAYS (2006-2010)

7.1. Les conditions d'une contractualisation efficace.

1. En matière de ressources humaines :

- Sensibiliser les élus sur la nécessité d'élargir l'équipe et de pérenniser les missions
- Amorcer la réflexion sur un poste chargé de la mise en place et du suivi d'un agenda 21 local
- Intégrer les travaux et réflexion sur l'ORAC à une réflexion commune et complémentaire avec le Contrat, notamment grâce aux résultats cartographiques, et grâce aux remarques faites en matière d'aides aux commerces.

2. En matière de communication Conseil de Développement/élus

- Pérenniser les réunions et commissions mixtes Commissions thématiques/Collèges du Conseil de Développement au-delà des réunions organisées dans le cadre de la réactualisation de la Charte de Développement
- Dans l'hypothèse d'une création de poste supplémentaire : accompagner les réunions du Conseil de Développement de manière plus systématique
- Encourager la communication au sein des EPCI entre élus et techniciens sur les thématiques et les travaux effectués par le Pays

3. En matière d'études et de réflexions

- Sensibiliser les élus sur la nécessité d'harmoniser les deux futurs SCOT au moyen d'un projet agenda 21 local, document non contractuel mais souple et adapté aux besoins locaux
- Etablir un plan d'action à partir des actions préconisées dans la Charte d'environnement
- Lancer une étude socio-économique à l'échelle du Pays, sur la base des études déjà menées à l'échelle des EPCI et des études thématiques.
- Lancer une étude sur un programme touristique à l'échelle du Pays
- Lancer une étude spécifique sur la mobilité au sein du Pays

8. ANNEXES

8.1. Annexe 1 : questionnaire donné en Comité Syndical du 24 juin 2004

REUNION DU COMITE SYNDICAL LE 24 JUIN 2004 : QUELS REGARDS SUR LA QUALITE DES ACTIONS MENEES PAR LE PAYS ?

Questionnaire

Les documents qui vont ont été envoyés ainsi que les informations que nous vous présentons aujourd'hui restent des données **quantitatives** et en tant que telles ne reflètent pas le territoire de manière fidèle.

Vos **impressions** sur les thèmes que nous allons aborder ensemble sont en ce sens primordiales. Les questionnaires sont rendus sous forme **anonyme** ; il vous est possible soit de les remplir **en cours de présentation**, soit de **nous les renvoyer au siège du Pays**. Le cas échéant, il est impératif de nous les faire parvenir pour le 2 juillet au plus tard.

L'atelier se focalise sur **l'appréciation des objectifs que s'était fixé le Pays depuis sa création au regards de l'état actuel de ses actions concrètes.**

Afin de faciliter la collecte des données, **vos** appréciation consistera en une **évaluation** sur une échelle **de 1 à 4 du rôle du Pays par objectif ou par thème.**

Vous pourrez exprimer vos commentaires ou vos questions dans l'encadré réservé en fin de questionnaire.

Comme il vous l'a déjà été présenté dans le courrier d'introduction, le système de notation comprend **quatre degrés** (0 étant un chiffre qu'il est possible d'utiliser si vous considérez que les actions du Pays n'ont eu aucun impact), comme suit :

- 1 : Le Pays **n'a pas eu l'effet escompté sur la réalisation** ou n'a pas eu un impact sensible ;
- 2 : Le Pays a eu **un impact sensible mais limité** ;
- 3 : Le Pays a eu **un impact fort** ;
- 4 : **Le ou les projets n'auraient pas vu le jour sans l'action du Pays.**

Ce questionnaire doit refléter **vos impressions** sur l'impact du Contrat de Pays, de l'ORAC et de **l'ensemble des actions** menées sur le Pays depuis maintenant quatre ans:

Vous pourrez vous appuyer sur les documents qui vous déjà été remis ainsi que sur les **cartes et les résultats** que nous vous présentons aujourd'hui.

1. Quel a été l'impact des actions menées par et à l'échelle du Pays en matière de préservation ou de création d'emplois ?

Noter de 1 à 4 votre avis sur la question

Objectif I ☐ Offrir un cadre de vie de qualité aux populations

Quelles sont les actions de l'objectif qui justifient l'évaluation : cocher les actions.

→ Les actions du Pays hors Contrat

→ Les actions du Contrat (lignes de subvention)

| | |
|--------------------------|---|
| <input type="checkbox"/> | <u>La Charte d'Environnement.</u> |
| <input type="checkbox"/> | <u>Les stages à la chaux naturelle.</u> |

| | | |
|--------------------------|-----------------|--------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 1</u> | FJT Amboise/rés. Temp. |
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 2</u> | Embellissement des bourgs |
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 3</u> | Mise en valeur du patrimoine |
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 4</u> | pôles urbains |
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 5</u> | Maison d'accueil à Reugny |
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 6</u> | Activités sportives/socioculturelles |
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 7</u> | Equipement et activités enfance |

Objectif II ☐ Renforcer la vitalité économique et la solidarité des territoires

Quelles sont les actions de l'objectif qui justifient l'évaluation : cocher les actions

| | | |
|--------------------------|--|--|
| <input type="checkbox"/> | <u>L'ORAC</u> | 127 entreprises aidées, pour un montant (première tranche) de 304.898 €. |
| <input type="checkbox"/> | <u>Actions de sensibilisation et d'information</u> | L'expo photo, les Journaux du Pays, le site internet. |

| | | |
|--------------------------|------------------|--|
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 9</u> | ZA, immobilier d'entreprises, commerce, place de marché. |
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 11</u> | ORAC (part subventionnée par Région) |
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 13</u> | Diversification agricole |
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 14</u> | Equipements en commun |
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 15</u> | Agriculture et environnement |
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 16</u> | promotion et communication du Pays |

Objectif III ☐ Mener une politique volontariste pour l'emploi et la formation

Quelles sont les actions de l'objectif qui justifient l'évaluation : cocher les actions

| | | |
|--------------------------|--|--|
| <input type="checkbox"/> | <u>Les études de redynamisation économique</u> | Celles du Blérais et du Castelrenaudois avec deux actions majeures |
| <input type="checkbox"/> | <u>-Initiatives Femmes</u> | |
| <input type="checkbox"/> | <u>-Organisation de dix réunions</u> | pour les entreprises sur les groupements d'employeurs avec ISOCEL. |

| | | |
|--------------------------|------------------|-----------------------|
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 17</u> | Services de proximité |
|--------------------------|------------------|-----------------------|

Objectif IV ☐ Affirmer la place du tourisme comme facteur de développement du Pays

Quelles sont les actions de l'objectif qui justifient l'évaluation : cocher les actions

| | |
|--------------------------|---|
| <input type="checkbox"/> | <u>Information et coordination dont :</u> |
| <input type="checkbox"/> | -les pochettes de randonnées pédestres, |
| <input type="checkbox"/> | -l'accompagnement des sept Offices de Tourisme du Pays autour d'un document de présentation unique, |
| <input type="checkbox"/> | -les réunions d'information sur la création Gîtes de |

| | | |
|--------------------------|------------------|---|
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 18</u> | Soutien à l'accueil touristique |
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 19</u> | Tourisme fluvial |
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 20</u> | Création de nouveaux produits touristiques 27 |
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 21</u> | Modernisation des offices de tourisme |

2. Quel a été l'impact des actions menées par et à l'échelle du Pays en matière de protection de l'environnement ?

Noter de 1 à 4 votre avis sur la question

Objectif I ☐ Offrir un cadre de vie de qualité aux populations

Quelles sont les actions de l'objectif qui justifient l'évaluation : cocher les actions.

→ Les actions du Pays hors Contrat

→ Les actions du Contrat (lignes de subvention)

| | |
|--------------------------|---|
| <input type="checkbox"/> | <u>La Charte d'Environnement.</u> |
| <input type="checkbox"/> | <u>Les stages à la chaux naturelle.</u> |

| | | |
|--------------------------|-----------------|--------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 1</u> | FJT Amboise/rés. Temp. |
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 2</u> | Embellissement des bourgs |
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 3</u> | Mise en valeur du patrimoine |
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 4</u> | pôles urbains |
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 5</u> | Maison d'accueil à Reugny |
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 6</u> | Activités sportives/socioculturelles |
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 7</u> | Equipped et activités enfance |

Objectif II ☐ Renforcer la vitalité économique et la solidarité des territoires

Quelles sont les actions de l'objectif qui justifient l'évaluation : cocher les actions

| | | |
|--------------------------|--|--|
| <input type="checkbox"/> | <u>L'ORAC</u> | 127 entreprises aidées, pour un montant (première tranche) de 304.898 €. |
| <input type="checkbox"/> | <u>Actions de sensibilisation et d'information</u> | L'expo photo, les Journaux du Pays, le site internet. |

| | | |
|--------------------------|------------------|--|
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 9</u> | ZA, immobilier d'entreprises, commerce, place de marché. |
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 11</u> | ORAC (part subventionnée par Région) |
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 13</u> | Diversification agricole |
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 14</u> | Equipements en commun |
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 15</u> | Agriculture et environnement |
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 16</u> | promotion et communication du Pays |

Objectif III ☐ Mener une politique volontariste pour l'emploi et la formation

Quelles sont les actions de l'objectif qui justifient l'évaluation : cocher les actions

| | | |
|--------------------------|--|--|
| <input type="checkbox"/> | <u>Les études de redynamisation économique</u> | Celles du Blémois et du Castelrenaudois avec deux actions majeures |
| <input type="checkbox"/> | <u>-Initiatives Femmes</u> | |
| <input type="checkbox"/> | <u>-Organisation de dix réunions</u> | pour les entreprises sur les groupements d'employeurs avec ISOCEL. |

| | | |
|--------------------------|------------------|-----------------------|
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 17</u> | Services de proximité |
|--------------------------|------------------|-----------------------|

Objectif IV ☐ Affirmer la place du tourisme comme facteur de développement du Pays

Quelles sont les actions de l'objectif qui justifient l'évaluation : cocher les actions

| | | |
|--------------------------|---|--|
| <input type="checkbox"/> | <u>Information et coordination dont :</u> | |
| <input type="checkbox"/> | -les pochettes de randonnées pédestres, | |
| <input type="checkbox"/> | -l'accompagnement des sept Offices de Tourisme du Pays autour d'un document de présentation unique, | |
| <input type="checkbox"/> | -les réunions d'information sur la création Gîtes de France et Clévacances. | |

| | | |
|--------------------------|------------------|--|
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 18</u> | Soutien à l'accueil touristique |
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 19</u> | Tourisme fluvial |
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 20</u> | Création de nouveaux produits touristiques |
| <input type="checkbox"/> | <u>Action 21</u> | Modernisation des offices de tourisme |

3. Quel a été l'impact des actions menées par et à l'échelle du Pays en matière de lutte contre l'exclusion?

Noter de 1 à 4 votre avis sur la question

Objectif I ☐ Offrir un cadre de vie de qualité aux populations

Quelles sont les actions de l'objectif qui justifient l'évaluation : cocher les actions.

→ Les actions du Pays hors Contrat

→ Les actions du Contrat (lignes de subvention)

| | |
|--------------------------|---|
| <input type="checkbox"/> | <u>La Charte d'Environnement.</u> |
| <input type="checkbox"/> | <u>Les stages à la chaux naturelle.</u> |

| | |
|-----------------|--------------------------------------|
| <u>Action 1</u> | FJT Amboise/rés. Temp. |
| <u>Action 2</u> | Embellissement des bourgs |
| <u>Action 3</u> | Mise en valeur du patrimoine |
| <u>Action 4</u> | pôles urbains |
| <u>Action 5</u> | Maison d'accueil à Reugny |
| <u>Action 6</u> | Activités sportives/socioculturelles |
| <u>Action 7</u> | Equipement et activités enfance |

Objectif II ☐ Renforcer la vitalité économique et la solidarité des territoires

Quelles sont les actions de l'objectif qui justifient l'évaluation : cocher les actions

| | |
|--|--|
| <u>L'ORAC</u> | 127 entreprises aidées, pour un montant (première tranche) de 304.898 €. |
| <u>Actions de sensibilisation et d'information</u> | L'expo photo, les Journaux du Pays, le site internet. |

| | |
|------------------|--|
| <u>Action 9</u> | ZA, immobilier d'entreprises, commerce, place de marché. |
| <u>Action 11</u> | ORAC (part subventionnée par Région) |
| <u>Action 13</u> | Diversification agricole |
| <u>Action 14</u> | Equipements en commun |
| <u>Action 15</u> | Agriculture et environnement |
| <u>Action 16</u> | promotion et communication du Pays |

Objectif III ☐ Mener une politique volontariste pour l'emploi et la formation

Quelles sont les actions de l'objectif qui justifient l'évaluation : cocher les actions

| | |
|--|--|
| <u>Les études de redynamisation économique</u> | Celles du Blérois et du Castelrenaudois avec deux actions majeures |
| <u>-Initiatives Femmes</u> | |
| <u>-Organisation de dix réunions</u> | pour les entreprises sur les groupements d'employeurs avec ISOCEL. |

| | |
|------------------|-----------------------|
| <u>Action 17</u> | Services de proximité |
|------------------|-----------------------|

Objectif IV ☐ Affirmer la place du tourisme comme facteur de développement du Pays

Quelles sont les actions de l'objectif qui justifient l'évaluation : cocher les actions

| | |
|---|--|
| <u>Information et coordination dont :</u> | |
| -les pochettes de randonnées pédestres, | |
| -l'accompagnement des sept Offices de Tourisme du Pays autour d'un document de présentation unique, | |
| -les réunions d'information sur la création Gîtes de France et Clévancances. | |

| | |
|------------------|--|
| <u>Action 18</u> | Soutien à l'accueil touristique |
| <u>Action 19</u> | Tourisme fluvial |
| <u>Action 20</u> | Création de nouveaux produits touristiques |
| <u>Action 21</u> | Modernisation des offices de tourisme |

4. Quel a été l'impact des actions menées par et à l'échelle du Pays en matière d'évolution de la coopération intercommunale.

Le Pays a-t-il, selon vous, joué un rôle dans la sensibilisation à la création d'un EPCI ? Noter de 1 à 4 votre avis sur la question.

L'intercommunalité créée sur le territoire est-elle selon vous plutôt une intercommunalité de gestion ou de projets ? Entourer la case correspondante.

G

P

5. Quel a été l'impact des actions menées par et à l'échelle du Pays en matière de développement de la démocratie participative.

Le Pays a-t-il, selon vous, mobilisé beaucoup d'acteurs variés et nouveaux ? Entourer la case correspondante.

O

N

Quelle importance donneriez-vous au rôle du Conseil de Développement comme force de proposition ? Noter de 1 à 4 votre avis sur la question.


Comment estimeriez-vous la qualité d'accès de la population aux discussions sur l'avenir de leur territoire ? Noter de 1 à 4 votre avis sur la question.

6. Quel a été l'impact des actions menées par et à l'échelle du Pays en matière de prise en compte du développement par des actions transversales.

Dans quelle mesure, selon vous, les projets réalisés par ou avec le Pays ont-ils eu pour objectif d'agir de façon globale ou transversale (à la fois sur des composantes sociales, économiques, environnementales) sur le territoire ? Noter de 1 à 4 votre avis sur la question



7. Quelle pertinence de l'échelle pays comme territoire de projet ?



Avec le recul de plusieurs années de travail de projet au sein du Pays Loire Touraine mais aussi avec d'autres partenaires ou structures territoriales noter de 1 à 4 votre avis sur les différentes questions suivantes :

- En ce qui concerne la réflexion à une échelle pertinente en termes d'aménagement de l'espace, et plus généralement de développement local.
- En ce qui concerne la mutualisation des moyens des collectivités pour animer et suivre des procédures contractuelles type Contrat de Pays.
- En ce qui concerne la proximité dans l'aide aux montages de projets.
- En ce qui concerne l'échange des informations entre les acteurs et en particulier entre les élus.

Commentaires et Observations par question...

1. LA PRESERVATION OU LA CREATION D'EMPLOIS.

2. LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.

3. LA LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS.

4. L'EVOLUTION DE LA COOPERATION INTERCOMMUNALE.

5. LE DEVELOPPEMENT DE LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE.

**6. LA PRISE EN COMPTE D'UN DEVELOPPEMENT
PAR DES ACTIONS TRANSVERSALES.**

7. LA PERTINENCE DE L'ECHELLE PAYS COMME TERRITOIRE DE PROJET.

8.2. Annexe 2 : résultats questionnaire en C.S.

REUNION DU COMITE SYNDICAL LE 24 JUIN 2004 : QUELS REGARDS SUR LA QUALITE DES ACTIONS MENEES PAR LE PAYS ?

Compte-rendu du questionnaire

1. préservation ou création d'emplois ?

Objectif I

| | | | | | | | | | |
|---|------|---|-----|---|------|---|------|---|-----|
| 0 | R= 0 | 1 | R=3 | 2 | R=13 | 3 | R=11 | 4 | R=1 |
|---|------|---|-----|---|------|---|------|---|-----|

| | |
|---|-------|
| <u>La Charte d'Environnement.</u> | R= 12 |
| <u>Les stages à la chaux naturelle.</u> | R= 12 |

| | |
|-----------------|-------|
| <u>Action 1</u> | R= 12 |
| <u>Action 2</u> | R=6 |
| <u>Action 3</u> | R=8 |
| <u>Action 4</u> | R=5 |
| <u>Action 5</u> | R=7 |
| <u>Action 6</u> | R=8 |
| <u>Action 7</u> | R=6 |

| | | | | | | | | | |
|---|------|---|-----|---|------|---|-----|---|-----|
| 0 | R= 1 | 1 | R=1 | 2 | R=10 | 3 | R=9 | 4 | R=5 |
|---|------|---|-----|---|------|---|-----|---|-----|

Objectif II

| | |
|--|------|
| <u>L'ORAC</u> | R=23 |
| <u>Actions de sensibilisation et d'information</u> | R=12 |

| | |
|------------------|------|
| <u>Action 9</u> | R=14 |
| <u>Action 11</u> | R=22 |
| <u>Action 13</u> | R=4 |
| <u>Action 14</u> | R=5 |
| <u>Action 15</u> | R=7 |
| <u>Action 16</u> | R=12 |

| | | | | | | | | | |
|---|-----|---|-----|---|------|---|-----|---|-----|
| 0 | R=1 | 1 | R=0 | 2 | R=16 | 3 | R=9 | 4 | R=4 |
|---|-----|---|-----|---|------|---|-----|---|-----|

Objectif III

| | |
|--|-------|
| <u>1.1.1. Les études de redynamisation</u> | R=14 |
| -Initiatives Femmes | R= 15 |
| -Organisation de dix réunions | |

| | |
|------------------|------|
| <u>Action 17</u> | R=16 |
|------------------|------|

Objectif

| | | | | | | | | | |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|------|---|-----|
| 0 | R=0 | 1 | R=1 | 2 | R=7 | 3 | R=11 | 4 | R=9 |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|------|---|-----|

IV

| |
|--|
| Information et coordination dont : |
| Pochettes de randonnée R=19 |
| Coordination des Sept Offices de Tourisme R=20 |
| Réunions d'information sur logement et hébergements touristiques R=9 |

| | |
|------------------|------|
| Action 18 | R=15 |
| Action 19 | R=7 |
| Action 20 | R=11 |
| Action 21 | R=13 |

2. protection de l'environnement ?

Objectif

| | | | | | | | | | |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|------|---|-----|
| 0 | R=0 | 1 | R=0 | 2 | R=7 | 3 | R=13 | 4 | R=8 |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|------|---|-----|

I

| |
|---|
| La Charte d'Environnement R=25 |
| Les stages à la chaux naturelle. R=16 |

| | |
|-----------------|------|
| Action 1 | R=4 |
| Action 2 | R=18 |
| Action 3 | R=18 |
| Action 4 | R=4 |
| Action 5 | R=3 |
| Action 6 | R=5 |
| Action 7 | R=4 |

Objectif

| | | | | | | | | | |
|---|-----|---|-----|---|------|---|-----|---|-----|
| 0 | R=0 | 1 | R=3 | 2 | R=11 | 3 | R=9 | 4 | R=5 |
|---|-----|---|-----|---|------|---|-----|---|-----|

II

| |
|--|
| L'ORAC R=11 |
| Actions de sensibilisation et d'information R=16 |

| | |
|------------------|------|
| Action 9 | R=6 |
| Action 11 | R=6 |
| Action 13 | R=4 |
| Action 14 | R=5 |
| Action 15 | R=13 |
| Action 16 | R=7 |

Objectif

| | | | | | | | | | |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|
| 0 | R=9 | 1 | R=3 | 2 | R=9 | 3 | R=6 | 4 | R=1 |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|

III

| |
|---|
| Les études de redynamisation R=8 |
| -Initiatives Femmes R=8 |
| -Organisation de dix réunions R=7 |

| | |
|------------------|-----|
| Action 17 | R=7 |
|------------------|-----|

Objectif

IV

| | | | | | | | | | |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|
| 0 | R=2 | 1 | R=5 | 2 | R=5 | 3 | R=9 | 4 | R=7 |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|

| | |
|--|--|
| Information et coordination dont : | |
| Pochettes de randonnée R=15 | |
| Coordination des Sept Offices de Tourisme R=10 | |
| Réunions d'information sur logement et hébergements touristiques R=11 | |

| | |
|------------------|-------|
| Action 18 | R= 12 |
| Action 19 | R=10 |
| Action 20 | R=8 |
| Action 21 | R=8 |

3 en matière de lutte contre l'exclusion?

Objectif

I

| | | | | | | | | | |
|---|-----|---|-----|---|------|---|-----|---|-----|
| 0 | R=4 | 1 | R=5 | 2 | R=10 | 3 | R=8 | 4 | R=1 |
|---|-----|---|-----|---|------|---|-----|---|-----|

| | |
|--|--|
| La Charte d'Environnement. R=2 | |
| Les stages à la chaux naturelle. R=7 | |

| | |
|-----------------|------|
| Action 1 | R=18 |
| Action 2 | R=4 |
| Action 3 | R=2 |
| Action 4 | R=2 |
| Action 5 | R=9 |
| Action 6 | R=14 |
| Action 7 | R=10 |

Objectif

II

| | | | | | | | | | |
|---|-----|---|-----|---|------|---|-----|---|-----|
| 0 | R=6 | 1 | R=4 | 2 | R=12 | 3 | R=6 | 4 | R=0 |
|---|-----|---|-----|---|------|---|-----|---|-----|

| | |
|--|------|
| L'ORAC | R=16 |
| Actions de sensibilisation et d'information | R=3 |

| | |
|------------------|------|
| Action 9 | R=6 |
| Action 11 | R=14 |
| Action 13 | R=2 |
| Action 14 | R=6 |
| Action 15 | R=1 |
| Action 16 | R=2 |

Objectif

III

| | | | | | | | | | |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|------|---|-----|
| 0 | R=2 | 1 | R=5 | 2 | R=8 | 3 | R=11 | 4 | R=2 |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|------|---|-----|

Les études de redynamisation

R=10

-Initiatives Femmes

R=19

-Organisation de dix réunions

R=11

Action 17

R=14

Objectif

IV

| | | | | | | | | | |
|---|------|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|
| 0 | R=10 | 1 | R=7 | 2 | R=6 | 3 | R=4 | 4 | R=1 |
|---|------|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|

Information et coordination dont :

Pochettes de randonnée

R=8

Coordination des Sept Offices de Tourisme

R=6

Réunions d'information sur logement et hébergements touristiques

R=5

Action 18

R=4

Action 19

R=0

Action 20

R=3

Action 21

R=5

4. Quel a été l'impact des actions menées par et à l'échelle du Pays en matière d'évolution de la coopération intercommunale.

Le Pays a-t-il, selon vous, joué un rôle dans la sensibilisation à la création d'un EPCI ? Noter de 1 à 4 votre avis sur la question.

| | | | | | | | | | |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|------|---|-----|
| 0 | R=5 | 1 | R=4 | 2 | R=7 | 3 | R=12 | 4 | R=0 |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|------|---|-----|

L'intercommunalité créée sur le territoire est-elle selon vous plutôt une intercommunalité de gestion ou de projets ? Entourer la case correspondante

Gestion

R=9

Projet

R=19

5. Quel a été l'impact des actions menées par et à l'échelle du Pays en matière de développement de la démocratie participative.

Le Pays a-t-il, selon vous, mobilisé beaucoup d'acteurs variés et nouveaux ? Entourer la case correspondante.

Oui **Non**
R=23 R=5

Quelle importance donneriez-vous au rôle du Conseil de Développement comme force de proposition ? Noter de 1 à 4 votre avis sur la question.

| | | | | | | | | | |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|------|---|-----|
| 0 | R=0 | 1 | R=2 | 2 | R=8 | 3 | R=14 | 4 | R=4 |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|------|---|-----|

Comment estimeriez-vous la qualité d'accès de la population aux discussions sur l'avenir de leur territoire ? Noter de 1 à 4 votre avis sur la question.

| | | | | | | | | | |
|---|-----|---|------|---|------|---|-----|---|-----|
| 0 | R=0 | 1 | R=11 | 2 | R=11 | 3 | R=4 | 4 | R=2 |
|---|-----|---|------|---|------|---|-----|---|-----|

6. Quel a été l'impact des actions menées par et à l'échelle du Pays en matière de prise en compte du développement par des actions transversales.

Dans quelle mesure, selon vous, les projets réalisés par ou avec le Pays ont-ils eu pour objectif d'agir de façon globale ou transversale (à la fois sur des composantes sociales, économiques, environnementales) sur le territoire ? Noter de 1 à 4 votre avis sur la question

| | | | | | | | | | |
|---|-----|---|-----|---|------|---|------|---|-----|
| 0 | R=1 | 1 | R=1 | 2 | R=13 | 3 | R=12 | 4 | R=1 |
|---|-----|---|-----|---|------|---|------|---|-----|

7. Quelle pertinence de l'échelle pays comme territoire de projet ?

Avec le recul de plusieurs années de travail de projet au sein du Pays Loire Touraine mais aussi avec d'autres partenaires ou structures territoriales noter de 1 à 4 votre avis sur les différentes questions suivantes :

- En ce qui concerne la réflexion à une échelle pertinente en termes d'aménagement de l'espace, et plus généralement de développement local.

| | | | | | | | | | |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|------|---|-----|
| 0 | R=0 | 1 | R=3 | 2 | R=4 | 3 | R=19 | 4 | R=2 |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|------|---|-----|

■ En ce qui concerne la mutualisation des moyens des collectivités pour animer et suivre des procédures contractuelles type Contrat de Pays.

| | | | | | | | | | |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|------|---|-----|
| 0 | R=0 | 1 | R=1 | 2 | R=6 | 3 | R=19 | 4 | R=2 |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|------|---|-----|

■ En ce qui concerne la proximité dans l'aide aux montages de projets.

| | | | | | | | | | |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|------|---|------|
| 0 | R=0 | 1 | R=0 | 2 | R=3 | 3 | R=10 | 4 | R=15 |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|------|---|------|

■ ***En ce qui concerne l'échange des informations entre les acteurs et en particulier entre les élus.***

| | | | | | | | | | |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|------|---|-----|
| 0 | R=0 | 1 | R=2 | 2 | R=9 | 3 | R=10 | 4 | R=7 |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|------|---|-----|

Commentaires et Observations par question...

6. LA PRESERVATION OU LA CREATION D'EMPLOIS.

h « Il faut continuer les actions pour préserver les emplois avec tous les acteurs »

h « Rechercher des pistes nouvelles »

h « Impact faible »

h « Très peu d'effets »

h « pour les questions 1, 2 et 3 : la connaissance des dossiers étant limitée aux seuls membres du bureau, je me sens très éloigné de l'action du Pays. Ma note de « 0 » par action a pour but de montrer mon incapacité à me positionner par rapport à l'action du Pays, ne connaissant pas les réalisations concrètes financées dans le cadre du contrat de Pays par objectif et par action (à part l'ORAC dont un bref CR est donné sur les procès verbaux). »

h « A développer »

h « A développer »

h « A encourager malgré le peu de résultat »

7. LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.

h « il faut accentuer nos efforts pour l'aide à la mise en place d'un transport collectif et urbain »

h « Poursuivre et amplifier l'action »

h « Charte d'environnement de grande qualité »

h « Charte créée très utile »

h « Bien »

h « Bonne »

lr « A poursuivre dans cette voie »

8. LA LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS.

lr « Toutes les communes doivent être à l'écoute »

lr « Prioritaire »

lr « Ne devrait pas être à faire par le Pays Loire Touraine »

lr « Peu de résultats sauf dans l'action touristique »

9. L'EVOLUTION DE LA COOPERATION INTERCOMMUNALE.

lr « indispensable »

lr « A ma connaissance aucune action intercommunautaire d'envergure n'a pour l'instant abouti »

lr « Bien »

10. LE DEVELOPPEMENT DE LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE.

lr « A développer sérieusement afin d'améliorer la participation de tous les citoyens »

lr « Il faut revivifier le Conseil de Développement »

lr « Il est prématuré de porter une appréciation sur l'action des collègues »

lr « J'aimerais connaître les sujets et projets ou idées proposées par le Conseil de Développement. Ils n'ont été présentés qu'au bureau, et les commissions n'ont pas été conviées. »

lr « A continuer »

lr « Bonne »

lr « A voir, pas évident de juger des résultats. »

6. LA PRISE EN COMPTE D'UN DEVELOPPEMENT PAR DES ACTIONS TRANSVERSALES.

lr « A poursuivre »

lr « A poursuivre »

7. LA PERTINENCE DE L'ECHELLE PAYS COMME TERRITOIRE DE PROJET.

lr « Indispensable »

lr « Incohérence entre le Pays Loire Touraine et le ScoT ABC

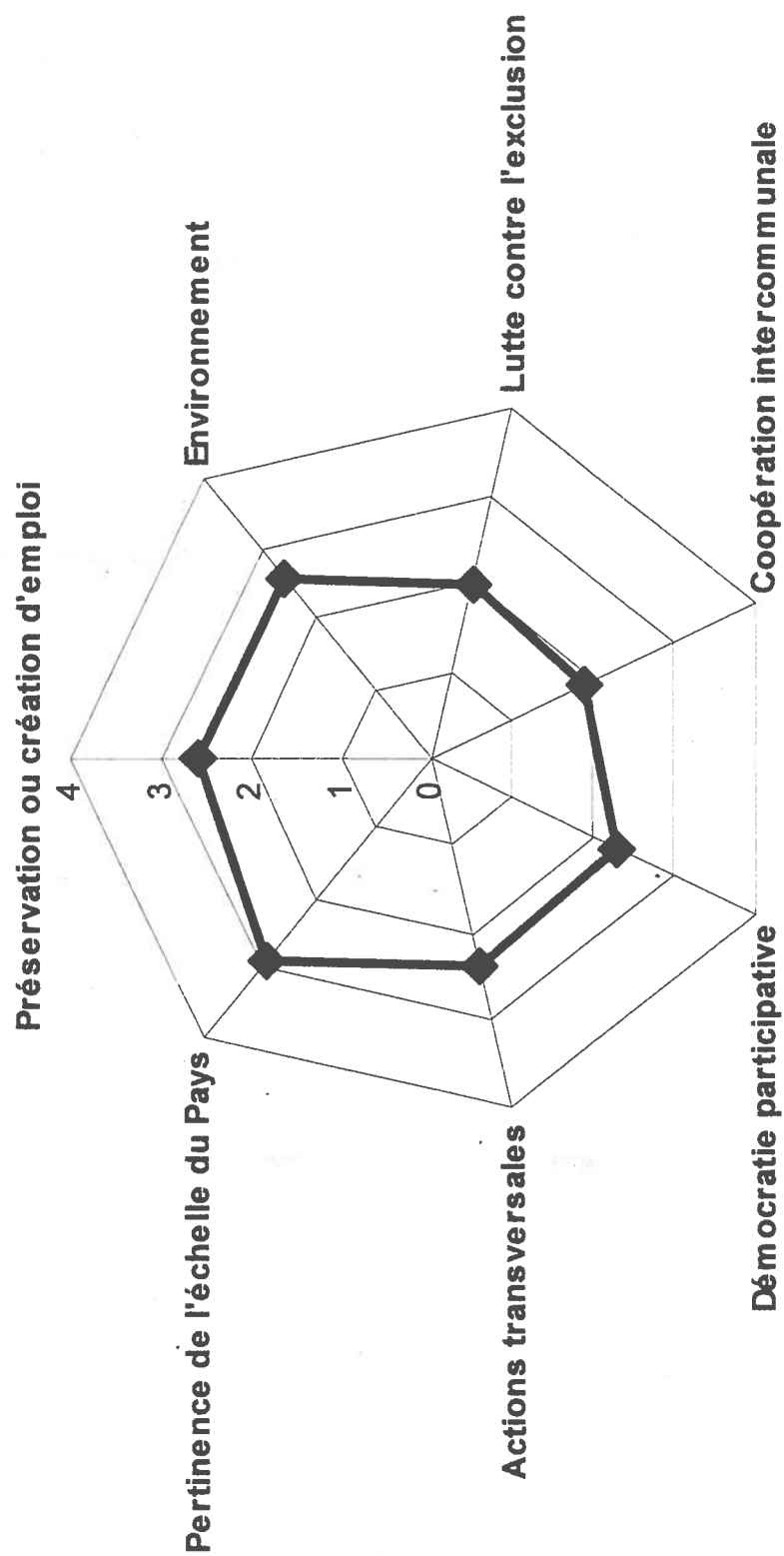
lr « informations entre les acteurs : il y a des progrès à faire dans ce domaine »

lr « L'échelle du Pays me semble pertinente comme territoire de projet si les CC qui le composent adoptent une attitude constructive de développement et d'aménagement en concertation. Le Pays ne peut-il être moteur en matière d'inter-ScoT ?

lr « A développer »

lr « Le territoire me semble cohérent »

Synthèse de l'évaluation par le Comité Syndical des actions menées par le Pays depuis sa création.



8.3. Annexe 3 : CR journée du 12 juillet (atelier évaluation)

COMPTE-RENDU DE LA JOURNEE TOUR DES PROJETS DU 12 JUILLET 2004

ATELIER DU MATIN : EVALUATION ET PROSPECTION POUR LE FUTUR CONTRAT DE PAYS

Etaient présents lors de l'atelier :

M Claude COURGEAU
M. Eugène MUSSET
M. Jean LAFOSSE
M. Jacques CHAMORET
M. Michel COSNIER
M. Gilbert LEPETITCORPS
Mme Martine SALMON
M. Claude VERNE
Mme Isabelle GAUDRON
Jérôme VAUGOYEAU
Melle Chani STROOBANT

Présentation de l'atelier, du contenu et de l'exercice qui est demandé aux membres du bureau.

Après avoir remplis le tableau synoptique, les élus expriment leur avis sur les résultats qui sont visibles grâce aux gommettes, ainsi que grâce aux remarques qui ont été formulées au fur et à mesure.

Les remarques, de manière synthétiques, ont porté sur :

1. les stratégies d'acquisition foncières, axe 1. Le foncier est une donnée majeure et transversale à prendre en main ; il faudrait mettre en place une aide à l'acquisition foncière. Mais il n'y a suffisamment de locatif sur le Pays. Aussi, il faut développer le foncier pour les espaces verts sur les pôles urbains et dans les centre-bourgs.
2. Axe 3 : La problématique du transport est essentielle et transversale. Il faut en ce sens commander une étude transport, en partenariat avec Tours et avec le ScoT. Cette problématique conditionne tout. Il faut la développer en priorité, et il faut adapter les transports en commun, ce qui aurait un fort impact d'un point de vue :
 - Environnemental
 - Attractivité
 - Urbanité

3. sur l'axe 8 du contrat de Pays qui reste insuffisamment développé et restreint aux services de proximité. Cela a permis d'évoquer l'ouverture possible sur le Fonds Social Européen, présenté lors de la réunion de bureau par Monique Chayé le 2 juin 2004. Aussi, il est évoqué l'idée de création au sein du Pays Loire Touraine d'un poste « mission économie » qui serait chargé de coordonner et d'informer les entreprises désirant s'installer sur le territoire. Cette idée est commentée et nuancée, car il existe déjà ce type de poste dans les communautés de communes. En réponse à cette remarque, il est souligné que l'information aujourd'hui doit passer à une autre échelle. C'est la même chose pour les ZA.
4. Il est aussi déploré que les nouvelles priorités de la Région ne soient pas définies de manière claire ; il faudrait que sa politique soit plus lisible.
5. Sur le tourisme, axe 10 : le tourisme est le point fort du Pays et les offices enregistrent beaucoup de demandes. A ce titre, il faut continuer à mettre en réseau les structures touristiques existantes. Le problème de « La Loire à Vélo » en tant que produit touristique est que la concurrence entre les loueurs de vélo se fait non pas localement, mais de part la diversité géographique des touristes, par internet et par publicité internationale. Les « gros » loueurs peuvent « manger » les petits...
6. Une autre remarque : sur les équipements sportifs. Il faudrait faire un inventaire précis de ce qui existe, car des constructions ou des équipements qui sont réalisés sans études d'impact. Or, par exemple pour le CLSH, il faudrait relier problématiques démographiques, urbanisation et services proposés.
7. La même question se pose au niveau des structures culturelles. Il serait à déplorer que les actions culturelles menées dans le cadre du Contrat soient trop portées sur le bâtiment et non sur la structuration. Un problème peut-être au niveau de la Région : le service culture de la Région demande de temps en temps l'avis aux élus locaux mais leurs critères ne sont pas suffisamment affinés. De même, les Communautés de Communes n'ont pas pris la compétence ; tant qu'elles ne la prendront pas, cela posera problème. Il faut les sensibiliser et inciter les petites communes à le leur demander.

Le tableau synoptique et les propositions sont rassemblés dans un document annexe.

LES PERSONNES PRESENTES POUR LE TOUR DES PROJETS.

M. Jacques CHAMORET
Mme Madeleine COLOMBEL
M. Michel COSNIER
M Claude COURGEAU
Mme Martine FARGEAS
Mme Isabelle GAUDRON

M. Philippe HELLIO
M. François HESS
M. Philippe LACROIX
M. Jean LAFOSSE
M. Gilbert LEPETITCORPS
M. Eugène MUSSET
M. Alain RIPOTEAUX
Mme Martine SALMON
Melle Chani STROOBANT
M. Claude VERNE
Jérôme VOGOYEAU

La visite à la Mission Locale.

Visite de la Mission Locale, des locaux, du Point Cyb...Mme Colombel accueille aussi en visite une homologue québécoise. Présentation mutuelle des structures. La directrice de la Mission Locale de Montréal exprime ses difficultés : pour pouvoir bénéficier de subventions, elle est soumise à des obligations de résultats. Ce qui crée une tension sur qui on accueille à la mission locale, alors qu'il faudrait s'occuper en priorité d'insertion, et non d'efficacité économique...Cela a des conséquences en termes de recrutement, de délais, de parcours.

Question de M. Courgeau : Comment faire coïncider l'offre et la demande. Y-a-t-il toujours la même peur des jeunes ? Pourquoi y-a-t-il ces situations d'échec ?

Il serait bon de mettre en place un conseiller entre la ML et les entreprises qui puisse être porteur d'une autre image. IL faut partir de la demande, et ne pas tout dire à l'employeur. Il faut demander à l'entreprise d'accompagner le jeune au-delà du stage ou de la mission.

La ML a un plan d'action, et s'appuie aussi sur les groupements d'employeurs. Mais ces derniers, notamment ISOCEL, travaillent moins avec les jeunes, car les entreprises recherchent des gens formés. TRANSFERENCE : il faut mettre à plat les compétences acquises par les jeunes autour des différentes missions. Aussi, il faut ouvrir les différents secteurs, et notamment redorer le blason du BTP.

| Objectifs. | Commentaire | Sous-objectif. | Commentaires | Actions du Contrat 2000-2004. | Gommettes | Commentaires |
|---|--|--|--|---|--|--|
| I : PROPOSER UN CADRE DE VIE DE QUALITE AUX POPULATIONS. | Contrat de bassin à plus prendre en compte Protection de l'environnement. | Axe I: Satisfaire la demande des populations en matière de logements de qualité. | Aides aux acquisitions foncières | Action 1: Réhabilitation /extension du FJT d'Amboise et de "Automne paisible". | Maintien : 3 Création : 2 | Créer une annexe FJT à Château-Renault |
| | | Axe II: Accroître l'attractivité du Pays par la qualité de son cadre de vie. | | Action 2: Embellissement/aménagement des entrées de bourgs et des écarts. | Maintien : 8 | Difficile de discerner ce qui est éligible ou non. Les taux de subventions sont variables : voiries départementales doivent être couplées avec les aides du CG... Trop lourd pour les petite communes |
| | | | | Action 3: Mise en valeur du patrimoine naturel bâti | Maintien : 2 Priorité : 5 | |
| | | | | Action 4: Pôles urbains: Amboise et Montlouis. | Maintien : 1 Priorité : 2 Création : 1 | Sans oublier Châteaurenault, pôle du Nord Est de la Touraine ! |
| | | Axe III: Offrir des services de qualité à la population. | Mise en place de réseaux de transports en commun | Action 5: Extension de la Maison d'accueil à Reugny pour polyhandicapés. | Maintien : 4 Priorité : 1 Création : 1 | Aide à la création de structures pour l'accueil malades psy genre Alzheimer. |
| | | | | Action 6: Développement des activités sportives et des équipements socio-culturels. & associatifs pour la population. | Maintien : 8 Création : 1 | Eudes implantation infrastructures sportives sur le territoire. Quelle est l'ampleur des besoins existants ? |

| | | | | | | |
|---|--|--|--|---|---|--|
| II: RENFORCER VITALITE ECO ET SOLIDARITE DES TERRIT. | | | | Action 7: Equipements et activités pour les jeunes et la petite enfance. | Maintien : 3 Priorité : 5 Création : 1 | Quelle est l'ampleur des besoins existants ? |
| | | | | Action 8: Equipements socio-culturels et associatifs pour l'ensemble de la population. | Maintien : 3 Prioritaires : 1 | A réduire. |
| | | | | Action 9: Zones d'activités du Pays, immobilier d'entreprise, locaux commerciaux et places de marché. | Maintien : 2 Prioritaire : 1 | |
| | | | | Action 11: Mise en place d'une ORAC sur le Pays. | Maintien : 7 Prioritaire : 1 | Pérennisation du dispositi par la région |
| | | | | Action 13 : Soutien à la diversification agricole. | Maintien : 3 Prioritaire : 2 Abandon : 1 | Valoriser les circuits courts de production. |
| | | | | Action 14: Soutien à l'acquisition d'équipements en commun. | Maintien : 3 Prioritaire : 3 Création : 1 | A soutenir très modérément, et principalement pour les petites exploitations. |
| | | | | Action 15: Agriculture et environnement. | Maintien : 3 Prioritaire : 4 | |
| | | | | Action 16: Promotion et communication du Pays. | Maintien : 3 Prioritaire : 1 | |
| | | Axe IV: Renforcer les pôles d'activité. | | | | |
| | | Axe V: Assurer le maintien et le développement des entreprises artisanales et commerciales. | | | | |
| | | Axe VI: Maintenir et moderniser l'agriculture du Pays. | | | | |
| | | Axe VII: Promouvoir le Pays auprès des populations et du monde économique. | | | | |

| | | | | | |
|--|--|---|---|---|---|
| <p>III: MENER UNE POL.VOLONTARIS TE ET INNOVANTE POUR EMPLOI ET FORMATION.</p> | | <p>Axe VIII: Soutenir les actions en faveur de l'emploi, de l'insertion professionnelle et de la formation.</p> | <p>Créer un poste de représentativité de l'action du Pays Loire Touraine Structure d'accueil et de formation Prendre en compte l'étude UTC menée sur le territoire</p> | <p>Action 17: Services de proximité.</p> | <p>Prioritaire : 7 Création : 1</p> <p>Soutien à l'expérimentation « Territoire sans chômeurs » Canton d'Amboise notamment. Maison de Service Public Développer services à population</p> |
| <p>IV: AFFIRMER LA PLACE DU TOURISME COMME L'UN DES FACTEURS DE DEV. DU PAYS.</p> | <p>Axe IX: Promouvoir l'image touristique propre au Pays Loire-Touraine.</p> | <p>Axe X: Développer les circuits touristiques.</p> | <p>Action 18 : Soutien à l'accueil touristique. Action 19 : Le tourisme fluvial (Loire-Cher). Action 20: Soutien à la création de nouveaux produits touristiques et culturels. ... Action 21: Modernisation des offices de tourisme et syndicats d'initiative.</p> | <p>Maintien : 3 Prioritaire : 1 Maintien : 2 Prioritaire : 4 Maintien : 1 Prioritaire : 7 Maintien : 7</p> | <p>Aider à l'émergence d'une valorisation touristique à l'échelle du Pays. Coordonner les structures touristiques existantes.</p> |

8.4. Annexe 4 : CR du questionnaire auprès d'acteurs

QUESTIONNAIRE EN ENTRETIEN (7 personnes) AUPRES D'ACTEURS.

Compte-rendu du Questionnaire

1. préservation ou création d'emplois ?

Objectif I

| | | | | | | | | | |
|---|------|---|-----|---|-----|---|-----|---|----|
| 0 | R= 0 | 1 | R=2 | 2 | R=2 | 3 | R=1 | 4 | R= |
|---|------|---|-----|---|-----|---|-----|---|----|

La Charte d'Environnement.

R=

Action 1

R=2

Action 2

R=1

Action 3

R=1

Action 4

R=1

Action 5

R=1

Action 6

R=2

Action 7

R=2

Les stages à la chaux naturelle.

R=

Objectif II

| | | | | | | | | | |
|---|------|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|
| 0 | R= 0 | 1 | R=0 | 2 | R=2 | 3 | R=2 | 4 | R=1 |
|---|------|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|

L'ORAC

R=4

Action 9

R=4

Action 11

R=4

Action 13

R=1

Action 14

R=

Action 15

R=1

Action 16

R=

Actions de sensibilisation et d'information

R=

Objectif III

| | | | | | | | | | |
|---|----|---|----|---|-----|---|-----|---|-----|
| 0 | R= | 1 | R= | 2 | R=1 | 3 | R=1 | 4 | R=1 |
|---|----|---|----|---|-----|---|-----|---|-----|

1.1.2. Les études de redynamisation

R=1

-Initiatives Femmes

R= 4

-Organisation de dix réunions

Action 17

R=1

Objectif IV

| | | | | | | | | | |
|---|----|---|-----|---|-----|---|----|---|----|
| 0 | R= | 1 | R=2 | 2 | R=3 | 3 | R= | 4 | R= |
|---|----|---|-----|---|-----|---|----|---|----|

Information et coordination dont :

Pochettes de randonnée

R=1

Coordination des Sept Offices de Tourisme

R=1

Réunions d'information sur logement et hébergements touristiques

R=2

Action 18

R=2

Action 19

R=

Action 20

R=1

Action 21

R=

2. protection de l'environnement ?

Objectif I

| | | | | | | | | | |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|----|
| 0 | R=0 | 1 | R=0 | 2 | R=2 | 3 | R=3 | 4 | R= |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|----|

La Charte d'Environnement

R=3

Action 1

R=

Action 2

R=1

Action 3

R=2

Action 4

R=2

Action 5

R=

Action 6

R=

Action 7

R=

Les stages à la chaux naturelle.

R=3

Objectif II

| | | | | | | | | | |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|----|---|----|
| 0 | R=0 | 1 | R=1 | 2 | R=3 | 3 | R= | 4 | R= |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|----|---|----|

L'ORAC

R=1

Action 9

R=

Action 11

R=

Actions de sensibilisation et d'information

R=1

Action 13

R=1

Action 14

R=2

Action 15

R=2

Action 16

R=

Objectif III

| | | | | | | | | | |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|----|---|----|
| 0 | R=1 | 1 | R=2 | 2 | R=1 | 3 | R= | 4 | R= |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|----|---|----|

Les études de redynamisation

R=

-Initiatives Femmes

R=

-Organisation de dix réunions

R=

Action 17

R=

Objectif IV

| | | | | | | | | | |
|---|----|---|-----|---|-----|---|-----|---|----|
| 0 | R= | 1 | R=3 | 2 | R=2 | 3 | R=1 | 4 | R= |
|---|----|---|-----|---|-----|---|-----|---|----|

Information et coordination dont :

Pochettes de randonnée

R=1

Coordination des Sept Offices de Tourisme

R=

Réunions d'information sur logement et hébergements touristiques

R=1

Action 18

R= 1

Action 19

R=3

Action 20

R=1

Action 21

R=

3 en matière de lutte contre l'exclusion?.

Objectif I

| | | | | | | | | | |
|---|----|---|-----|---|-----|---|-----|---|----|
| 0 | R= | 1 | R=1 | 2 | R=1 | 3 | R=2 | 4 | R= |
|---|----|---|-----|---|-----|---|-----|---|----|

La Charte d'Environnement.

R=

Action 1

R=3

Action 2

R=

Action 3

R=

Action 4

R=

Action 5

R=3

Action 6

R=1

Action 7

R=1

Les stages à la chaux naturelle.

R=

Objectif II

| | | | | | | | | | |
|---|----|---|-----|---|----|---|----|---|----|
| 0 | R= | 1 | R=4 | 2 | R= | 3 | R= | 4 | R= |
|---|----|---|-----|---|----|---|----|---|----|

L'ORAC

R=1

Action 9

R=1

Action 11

R=1

Actions de sensibilisation et d'information

R=

Action 13

R=

Action 14

R=1

Action 15

R=

Action 16

R=

Objectif III

| | | | | | | | | | |
|---|----|---|-----|---|----|---|-----|---|----|
| 0 | R= | 1 | R=1 | 2 | R= | 3 | R=3 | 4 | R= |
|---|----|---|-----|---|----|---|-----|---|----|

Les études de redynamisation

R=

-Initiatives Femmes

R=3

-Organisation de dix réunions

R=2

Action 17

R=2

Objectif IV

| | | | | | | | | | |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|----|---|----|
| 0 | R=1 | 1 | R=2 | 2 | R=1 | 3 | R= | 4 | R= |
|---|-----|---|-----|---|-----|---|----|---|----|

Information et coordination dont :

Pochettes de randonnée

R=1

Coordination des Sept Offices de Tourisme

R=

Réunions d'information sur logement et hébergements touristiques

R=

Action 18

R=

Action 19

R=

Action 20

R=

Action 21

R=1

4. Quel a été l'impact des actions menées par et à l'échelle du Pays en matière d'évolution de la coopération intercommunale.

Le Pays a-t-il, selon vous, joué un rôle dans la sensibilisation à la création d'un EPCI ? Noter de 1 à 4 votre avis sur la question.

| | | | | | | | | | |
|----------|----|----------|-----|----------|-----|----------|-----|----------|----|
| 0 | R= | 1 | R=3 | 2 | R=2 | 3 | R=1 | 4 | R= |
|----------|----|----------|-----|----------|-----|----------|-----|----------|----|

L'intercommunalité créée sur le territoire est-elle selon vous plutôt une intercommunalité de gestion ou de projets ? Entourer la case correspondante

| | |
|----------------|---------------|
| Gestion | Projet |
| R=4 | R=3 |

5. Quel a été l'impact des actions menées par et à l'échelle du Pays en matière de développement de la démocratie participative.

Le Pays a-t-il, selon vous, mobilisé beaucoup d'acteurs variés et nouveaux ? Entourer la case correspondante.

| | |
|------------|------------|
| Oui | Non |
| R=6 | R=1 |

Quelle importance donneriez-vous au rôle du Conseil de Développement comme force de proposition ? Noter de 1 à 4 votre avis sur la question.

| | | | | | | | | | |
|----------|----|----------|-----|----------|-----|----------|-----|----------|----|
| 0 | R= | 1 | R=3 | 2 | R=3 | 3 | R=1 | 4 | R= |
|----------|----|----------|-----|----------|-----|----------|-----|----------|----|

Comment estimeriez-vous la qualité d'accès de la population aux discussions sur l'avenir de leur territoire ? Noter de 1 à 4 votre avis sur la question.

| | | | | | | | | | |
|----------|----|----------|-----|----------|-----|----------|----|----------|----|
| 0 | R= | 1 | R=3 | 2 | R=4 | 3 | R= | 4 | R= |
|----------|----|----------|-----|----------|-----|----------|----|----------|----|

6. Quel a été l'impact des actions menées par et à l'échelle du Pays en matière de prise en compte du développement par des actions transversales.

Dans quelle mesure, selon vous, les projets réalisés par ou avec le Pays ont-ils eu pour objectif d'agir de façon globale ou transversale (à la fois sur des composantes sociales, économiques, environnementales) sur le territoire ? Noter de 1 à 4 votre avis sur la question

| | | | | | | | | | |
|---|----|---|----|---|-----|---|-----|---|----|
| 0 | R= | 1 | R= | 2 | R=4 | 3 | R=2 | 4 | R= |
|---|----|---|----|---|-----|---|-----|---|----|

7. Quelle pertinence de l'échelle pays comme territoire de projet ?

Avec le recul de plusieurs années de travail de projet au sein du Pays Loire Touraine mais aussi avec d'autres partenaires ou structures territoriales noter de 1 à 4 votre avis sur les différentes questions suivantes :

■ ***En ce qui concerne la réflexion à une échelle pertinente en termes d'aménagement de l'espace, et plus généralement de développement local.***

| | | | | | | | | | |
|---|----|---|-----|---|----|---|-----|---|-----|
| 0 | R= | 1 | R=2 | 2 | R= | 3 | R=2 | 4 | R=3 |
|---|----|---|-----|---|----|---|-----|---|-----|

■ En ce qui concerne la mutualisation des moyens des collectivités pour animer et suivre des procédures contractuelles type Contrat de Pays.

| | | | | | | | | | |
|---|----|---|----|---|-----|---|-----|---|-----|
| 0 | R= | 1 | R= | 2 | R=1 | 3 | R=2 | 4 | R=4 |
|---|----|---|----|---|-----|---|-----|---|-----|

■ En ce qui concerne la proximité dans l'aide aux montages de projets.

| | | | | | | | | | |
|---|----|---|----|---|-----|---|-----|---|-----|
| 0 | R= | 1 | R= | 2 | R=2 | 3 | R=4 | 4 | R=3 |
|---|----|---|----|---|-----|---|-----|---|-----|

■ ***En ce qui concerne l'échange des informations entre les acteurs et en particulier entre les élus.***

| | | | | | | | | | |
|---|----|---|----|---|-----|---|-----|---|-----|
| 0 | R= | 1 | R= | 2 | R=1 | 3 | R=2 | 4 | R=1 |
|---|----|---|----|---|-----|---|-----|---|-----|

Commentaires et Observations par question...

Remarques :

- ✧ « Beaucoup de difficulté à répondre à ce questionnaire, par manque d'information et de communication avec les élus sur leurs objectifs et leurs actions. »

11. LA PRESERVATION OU LA CREATION D'EMPLOIS.

- ✧ « Le volet emploi- formation- ressources humaines est un volet sous-développé dans l'actuel Contrat de Pays. Il faudrait absolument développer cet axe-là dans le prochain Contrat. »
- ✧ Les actions du Contrat ont eu des effets indirects → chantiers pour les entreprises sauf peut-être l'offre de logement FJT et l'attractivité des bourgs améliorée (donc installation de population et d'entreprises ?)
- ✧ L'ORAC justifie un impact du Pays en matière de préservation et de création d'emploi. Mais la solidarité des territoires doit encore s'améliorer.
- ✧ Manque d'envergure des études économiques du Blémois et du Castelrenaudois.
- ✧ Cette priorité n'est pas réellement affirmée d'une part et l'absence de réactivité à la situation économique et aux demandes des entreprises est pesante.
- ✧ Plus grande implication au niveau du Pays et localement pour la création et la préservation d'emplois.

12. LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.

- ✧ Doit-on parler de protection de l'environnement ou de mise en valeur ?
- ✧ Difficile de faire un rapprochement entre l'économie et l'environnement (ex : pas d'entreprises à mettre aux normes...) et cela dépend de ce que l'on entend par environnement (naturel ou cadre de vie auquel cas, l'impact du Pays serait plus important en matière d'actions en faveur de l'environnement.
- ✧ il est difficile de rapprocher le tourisme et la protection de l'environnement. Si l'environnement est compris comme cadre de vie, alors impact du pays plus fort en matière touristique aussi, grâce à action 18.
- ✧ Le pays aura à se positionner sur la construction de déchetteries et l'assainissement.
- ✧ Le Pays ne doit pas laisser à la région, au département et aux agences de l'eau le soin de s'occuper de la préservation de la ressource, c'est par additions successives d'actions au plus près du terrain qu'un objectif peut être atteint

13. LA LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS.

- ✧ pas trop de rapports possibles entre lutte contre exclusion et l'objectif II
- ✧ Bonne actions en faveur des personnes moins mobiles qui disposent de services minimum grâce à objectif III.

- ✧ Il sera nécessaire de se positionner sur le financement du logement des jeunes, la création d'hébergements d'urgences.
- ✧ Peut-on appeler lutte contre l'exclusion d'un office vis-à-vis d'un autre si sa modernisation n'est pas dans l'action 21 ?
- ✧ Il faut poursuivre les actions 5-6-7 et mettre en place l'action 8 car ces actions contribuent à lutte contre les exclusions.

14. L'EVOLUTION DE LA COOPERATION INTERCOMMUNALE.

- ✧ « Le pays Loire Touraine n'est pas un pays où l'intercommunalité est ne intercommunalité de projet. Il s'agit bien d'un rapprochement d'intérêt financier avec peu de dynamique prospective et globale réelle. Les élus de certaines CC rapportent trop souvent la couverture à eux. Esprit de clocher.
- ✧ Pas une intercommunalité de projets, mais de gestion : mais ça avance doucement !!!
- ✧ Financer toute étude permettant le rapprochement de 2 CC et la conduite de projets inter- CC.
- ✧ Faire l'inventaire de toutes les actions permettant de déboucher sur une plus grande coopération intercommunale mais aussi à l'échelle du Pays.

15. LE DEVELOPPEMENT DE LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE.

- ✧ « Le Pays, hélas, n'est pas une structure qui permette la démocratie locale, car de fait les élus du Pays ne sont pas des élus du peuple. D'autant plus que le Pays émane des CC, elles-mêmes structures qui ne sont pas représentées directement par les élus du peuple »
- ✧ Il faut plus de participation du conseil de développement du Pays dans les différentes commissions d'élus.
- ✧ Interrogation auprès des populations.

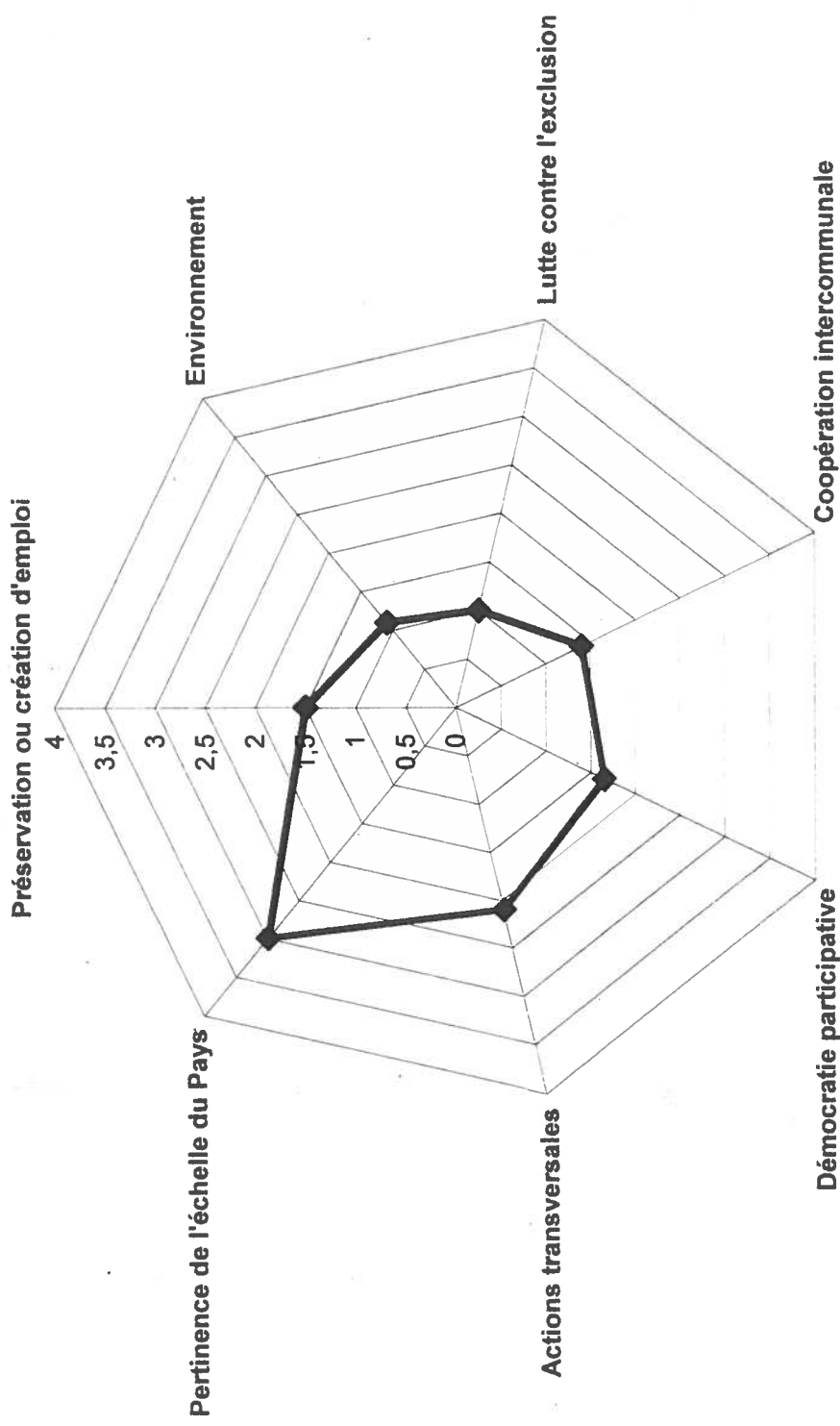
16. LA PRISE EN COMPTE D'UN DEVELOPPEMENT PAR DES ACTIONS TRANSVERSALES.

- ✧ « A mes yeux, le Pays se limite trop au soutien financier d'investissement de bâtiments et ne développe pas assez le soutien à des actions d'animation, de mise en réseau d'acteurs, de fonctionnement... »

17. LA PERTINENCE DE L'ECHELLE PAYS COMME TERRITOIRE DE PROJET.

- ✧ Le Pays devrait être limité au territoire pertinent du SCOT, quitte à imaginer des procédures transitoires pour que les communes « exclues » ne soient pas financièrement pénalisées, le temps qu'elles intègrent un autre Pays.

Synthèse sur l'évaluation par les acteurs del'impact des actions menées par le Pays depuis sa création, sur un système de notation de 0 à 4



8.5. Annexe 5 : Tableau synthétique évaluation par acteurs

EVALUATION ET ENJEUX PAR LES ACTEURS DU TERRITOIRE PAYS LOIRE TOURAIN

| Objectifs. | Evaluation | Sous-objectif. | Commentaires | Actions du Contrat 2000-2004. |
|---|---|--|--|---|
| I : PROPOSER UN CADRE DE VIE DE QUALITE AUX POPULATIONS. | <ul style="list-style-type: none"> ○ 2 gommettes : 1. ○ 4 gommettes : 3 | Axe I: Satisfaire la demande des populations en matière de logements de qualité. | <ul style="list-style-type: none"> ○ Acquisition de réserves foncières | Action 1: Réhabilitation /extension du FJT d'Amboise et de "Automne paisible". |
| | | Axe II: Accroître l'attractivité du Pays par la qualité de son cadre de vie. | <ul style="list-style-type: none"> ○ Sensibiliser le monde agricole à la qualité et à la propreté de son environnement privé. ○ Aide aux particuliers sans conditions pour la restauration du bâti. ○ Poursuivre les actions 2, 3, 4. ○ Où en est le cycle de l'eau ? qui est un objectif majeur plébiscité par les élus et les membres du collège environnement. Cet objectif n'a pas été atteint. | Action 2: Embellissement/aménagement des entrées de bourgs et des écarts. Action 3: Mise en valeur du patrimoine naturel bâti. |
| | | Axe III: Offrir des services de qualité à la population. | <ul style="list-style-type: none"> ○ STOP !! Que de béton !! Les services de qualité à la population ce sont aussi la mise en place de festivals, d'animations diverses. Un peu de jeunesse !! ○ Une véritable médiathèque ○ Une piscine modulaire aux jeux aquatiques ○ Accueil périscolaire de qualité (et non pas « garderie »). ○ Poursuivre les actions 6, 7, 8, et faire le point sur l'action 5 (est-ce que l'objectif a été atteint). | Action 4: Pôles urbains: Amboise et Montlouis. Action 5: Extension de la Maison d'accueil à Reugny pour polyhandicapés. |
| | | | | Action 6: Développement des activités sportives et des équipements socio-culturels. & associatifs pour la population. Action 7: Equipements et activités pour les jeunes et la petite enfance. Action 8: Equipements socio-culturels et associatifs pour l'ensemble de la population. |

| | | | | | |
|--|--|---|---|--|---|
| Objectifs 2, 3 et 4 : à retravailler en priorité et en profondeur en lien les uns avec les autres. | II: RENFORCER VITALITE ECO ET SOLIDARITE DES TERRIT. | <ul style="list-style-type: none"> 2 gommettes : 2 3 gommettes : 1 4 gommettes : 1 | <p>Axe IV: Renforcer les pôles d'activité.</p> <p>Axe V: Assurer le maintien et le développement des entreprises artisanales et commerciales.</p> <p>Axe VI: Maintenir et moderniser l'agriculture du Pays.</p> | <ul style="list-style-type: none"> La difficulté de ce Pays tient dans le fait que les CC ne veulent pas déléguer cette compétence à l'échelle pertinente du Pays. Mettre en place une action favorisant la création de réseaux informatique très haut débit. TB : à soutenir. Action à poursuivre et à amplifier Favoriser la remise en état des anciens bâtiments agricoles de caractère via le Contrat Vert. Ces actions d'aide et de soutien à l'agriculture doivent se faire dans le cadre de contrat « gagnant-gagnant » dans le cadre de la protection de l'environnement. | <p>Action 9: Zones d'activités du Pays, immobilier d'entreprise, locaux commerciaux et places de marché.</p> <p>Action 11: Mise en place d'une ORAC sur le Pays.</p> <p>Action 13 : Soutien à la diversification agricole.</p> <p>Action 14: Soutien à l'acquisition d'équipements en commun.</p> <p>Action 15: Agriculture et environnement.</p> |
| | | | <p>Axe VII: Promouvoir le Pays auprès des populations et du monde économique.</p> <p>Axe VIII: Soutenir les actions en faveur de l'emploi, de l'insertion professionnelle et de la formation.</p> | <ul style="list-style-type: none"> Développer dans le secteur agricole ce qui s'est fait avec Isocel par le secteur industriel Mesurer les besoins de la population dans le cadre d'une participation plus importante des citoyens du Pays : référendum, questionnaires, etc... Développer une veille économique pour prévenir les licenciements et les difficultés économiques des entreprises du bassin S'attaquer aux difficultés de recrutement des entreprises en favorisant la mise en place d'actions collectives de formation (préqualification - qualification) et en promouvant des mesures type GPEC, VAE... Développer l'offre de formation sur le bassin et les actions d'insertion professionnelle, ainsi que l'IAE et la | <p>Action 16: Promotion et communication du Pays.</p> <p>Action 17: Services de proximité.</p> |

| | | | | |
|--|--|--|--|--|
| <p>Soutien à l'accueil touristique pas bien mené, pas d'action en faveur du tourisme fluvial, pas suffisamment de soutien à la création de nouveaux produits touristiques et culturels.</p> | <p>IV: AFFIRMER LA PLACE DU TOURISME COMME L'UN DES FACTEURS DE DEV. DU PAYS.</p> | <p>○ 3 gommelettes : 2</p> <p>○ 1 gommelette : 1</p> | <p>Axe IX: Promouvoir l'image touristique propre au Pays Loire-Touraine.</p> <p>Axe X: Développer les circuits touristiques.</p> | <p>FOAD</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ S'attaquer aux freins à l'emploi type garde d'enfants, mobilité, logement, illettrisme... ○ Aider à la création d'entreprises, et/ ou d'activité par le développement d'actions type initiative femmes ; la mise en place d'un fond de gestion d'aide à l'entreprise et par l'expérimentation sur des projets d'économie solidaire. ○ Promouvoir les secteurs manquants de main-d'œuvre ○ Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes ○ Promouvoir auprès des entreprises le contrat d'apprentissage, de professionnalisation. ○ Appuyer et accompagner les actions du SPEL ○ Accompagner la reprise et la création d'entreprises. <p>Action 18 : Soutien à l'accueil touristique.</p> <p>Action 19 : Le tourisme fluvial (Loire-Cher).</p> <p>Action 20: Soutien à la création de nouveaux produits touristiques et culturels.</p> <p>Action 21: Modernisation des offices de tourisme et syndicats d'initiative.</p> |
|--|--|--|--|--|